

n'empêchera pas qu'il faille revivifier la démocratie par des modalités spécifiques.

145. La nécessité d'informer mieux les citoyens et de favoriser des débats ad hoc en faveur de la compréhension citoyenne a conduit certains acteurs politiques à mettre en circulation sous forme de copie électronique et de copie papier des dossiers importants, à savoir : le texte de la constitution européenne par les autorités européennes et le « Contrat d'avenir pour la Wallonie » en Belgique par les autorités wallonnes. Dans chaque cas, les citoyens ont été consultés avant et pendant la rédaction. En outre, dans le cas européen, un site accueillant des papiers de chercheurs sur le sujet a été ouvert tout comme dans le cas de la convention européenne. Ces efforts sont louables et doivent être poursuivis par une modalité spécifique. **Dans l'univers de l'information et la connaissance, il faut réduire le temps de travail pour que les gens s'informent, débattent et apprennent et comprennent. Dans ce cadre, pousser la créativité individuelle partout comme l'auteur l'a proposé dans des travaux antérieurs à cette recherche devient encore plus compréhensible : pour chacun cela donne du sens aux efforts d'information et pour les entreprises un ciment nouveau lie innovation, information et développement rentable, pour les collectivités publiques, ce ciment lie croissance, cohésion et information dans une citoyenneté revivifiée.**

Chapitre VI : Sous mise en confiance des mobilisés et des contaminés.

A. Vision générale.

146. **La perte de confiance des citoyens en leurs responsables et les institutions publics marque la seconde moitié du XXe siècle et se retrouve partout dans les démocraties libérales⁷⁶. Graduellement, elle s'est accentuée le courant de la décennie 70. Ce repère temporel indique que la crise a été en parallèle avec des difficultés de croissance et d'emploi que cette décennie dégage avec les premiers chocs pétroliers.** Après, ces difficultés sont restées. Dans certains pays leur intensité a été moindre du fait des politiques conduites, le cas des E.U. face à l'Union européenne (voir l'introduction de ce travail). Mais d'autres facteurs ont surgi qui ont relancé la crise de confiance ce qui montre que le capital de confiance des « golden sixties » n'avait pas été reconstitué. Le début du nouveau millénaire n'a pas amélioré les choses. En effet, la guerre contre l'Irak a rassemblé des nombreuses opinions publiques contre leurs gouvernements. Les résultats qui suivent le montrent dans le cas d'un sondage américain⁷⁷. C'est toujours le cas.

147. **Tableau 5 : Buts qui devraient être importants pour la politique extérieure américaine selon l'échantillon sondé en septembre 2004 par le «Chicago Council on Foreign Relations» : % des sondés.**

⁷⁶ A partir de 1999, l'hebdomadaire bien connu « The Economist » y a consacré des « Politics Brief » d'abord publiées et puis mises en banque d'informations avec les résultats de sondages divers sur le plus possible de pays. Moyennant paiement, ces informations sont accessibles

⁷⁷ Les références sont : Special report « Thinking about foreigners... », The Economist, octobre 2004. Depuis lors peu de sondages de ce type a été publié ou les sondages sont devenus moins accessibles à tout le moins.

Buts	Les gens	Les leaders
Protéger les emplois des travailleurs américains.	78	41
Prévenir la diffusion des armes nucléaires.	73	87
Contrôler l'immigration illégale.	59	21
Maintenir la supériorité de la puissance militaire.	50	37
Protéger des nations faibles contre des agresseurs.	18	33
Améliorer le niveau de vie dans les pays en voie de développement.	18	64
Apporter un gouvernement démocratique aux autres nations.	14	29

Dans ce sondage, le terme « leaders » regroupe des politiciens et des hommes d'affaires ainsi que des personnes venant des églises, universités et de la presse. Les gens donnent de très faibles scores à l'exportation de la démocratie comparés aux leaders ou encore à la protection contre l'agression et l'amélioration du niveau de vie des autres en étant plus concernés par la protection de leurs emplois et la concurrence extérieure y relative. Mais ils sont plus sensibles au maintien de la puissance militaire ce qui peut expliquer qu'ils le soient un peu moins en termes de diffusion des armes nucléaires. En somme, ils semblent toujours considérer que la dissuasion mise en place durant la guerre froide est efficace. Un sondage analogue avait eu lieu en 2002. Par rapport à ce dernier, les gens en 2004 montrent plus de peur pour la menace extérieure donc la sensibilité au maintien de la puissance militaire s'est accrue. Quand il est demandé en 2004 comment faire face à cette menace à 80% les gens indiquent préférer des actions via les N.U. plutôt que d'avoir une « Amérique » gendarme du monde ! Dans ce cadre, les gens continuent de préférer leur liberté à un renforcement de mesures intérieures visant la sécurité et l'espionnage. Et enfin, quand il est demandé quelles nations sont aimées, les sondés répondent aimer le R.U., l'Allemagne et puis le Mexique et Israël. A l'opposé, ils citent la Corée du Nord, l'Arabie Saoudite, le « Muslim People » et Cuba.

148. Le divorce entre les opinions publiques et leurs décideurs politiques est partout présent dans les démocraties libérales. Chaque fois que des citoyens deviennent les otages de groupes terroristes des manifestations ont lieu contestant les décisions publiques antérieures. Certes parfois, les manifestations se réduisent mais le mouvement de protestation se maintient jusqu'à présent. En fait, il est là depuis Seattle bien que les motifs aient changé.

149. **Les questions de croissance et d'emploi n'expliquent pas tout.** En fait, la crise de confiance est enracinée dans un ensemble de facteurs. Sans prétendre tous les citer, il faut retenir à charge des pouvoirs publics des questions :

- d'émergence de décisions publiques dans un cadre de dépendance à l'égard d'expertises extérieures,
- de même que de portée, d'organisation de qualité et de cohérence d'ensemble de décisions publiques, fragmentées, dans un cadre de responsabilités publiques difficiles qui l'est tout autant,

- donc aussi de corrections dans l'urgence et de clientélisme.
- d'influence forte de partis politiques soucieux de rester au pouvoir ou encore d'influence de certains intérêts privés.
- de plaidoyer difficile pour l'intérêt général sur les scènes supranationale et internationale mais pas seulement sur les scènes locales aussi.

Mais le débat n'est pas clos alors car la qualité de la participation effective des citoyens à la démocratie est aussi en cause. C'est dans ce cadre qu'a lieu le retour du religieux sans vouloir prétendre que les deux situations sont liées nécessairement bien que l'incertitude économique, difficile à vivre, conduise à rechercher des acteurs, églises ou sectes ou « l'irrationnel » reprenant le leadership du passé pour « avoir moins peur » en ce qui concerne les citoyens en général mais aussi éviter de reconnaître une perte d'orientation en ce qui concerne les élites.

150. La question de la confiance entre les citoyens et les décideurs politiques conduit facilement à la critique des hommes politiques. Toutefois, il ne faut pas oublier que les citoyens n'ont pas souvent réagi. Certes, l'information qu'ils recevaient est en cause, de même que celle du pouvoir qu'ils ont effectivement pour dénoncer certains faits, mais pas seulement. En effet, dans les démocraties modernes, un scénario d'utilité collective des petites faiblesses des uns et des autres (une sorte de fable des abeilles de Mandeville : vices privés, gains publics⁷⁸) a petit à petit émergé selon lequel tant qu'un seuil n'est pas dépassé, rien ne se passe⁷⁹. Sous cet éclairage, des affaires ont donc été dénoncées peu à peu, pas uniquement parce qu'elles étaient plus aisément connues, mais vraisemblablement aussi parce que la situation économique dégradée en général conduisait à questionner et à vouloir sanctionner. Dans ce cadre, il y a eut des règlements de compte par pouvoir judiciaire interposé, des exemples récents en France le montrent clairement de même qu'aux E.-U. depuis la décennie 80. Le retour du religieux a lieu partout et donc pas seulement dans les communautés où règne l'islam. En fait, **une recherche d'universalisme monte en importance dans le village planétaire à laquelle il n'est pas répondu**. Par conséquent, certains y répondent par un retour au religieux faisant identité civile, une sorte de communautarisme, d'autant plus facile à accepter qu'un communautarisme marque déjà les E.-U., le modèle fleuron de l'Occident selon certains. Mais un tel communautarisme n'est pas sans poser des problèmes de détermination d'identité civile en Europe et finalement aussi de concept de personne qui reçoit cette identité. Certains trouvent qu'il faut faire sauter cet héritage du passé chrétien au nom de la recherche de nouveaux universalismes, mais ils ne proposent pas de recherche dans ce cadre. En outre, l'Union européenne n'y répond pas non plus. Or, il faut trouver des réponses. L'U.E. ne peut éviter de réfléchir à l'identité civile et à la personne y relative car, sur son espace, un besoin d'universalité identitaire est né du fait des résultats économiques et de la diversité sociale et culturelle qui s'y découvrent.

⁷⁸ Un médecin britannique d'origine française, Bernard de Mandeville (1670-1733) est le premier à lancer le concept d' « homo oeconomicus » dans sa célèbre fable des abeilles (1705) où il affirma que « private vices=public benefits ». Sous la stimulation de l'égoïsme individuel, même les vices sont nécessaires pour entretenir les gains collectifs. Cette affirmation qui créa un scandale à l'époque avait été mise en avant par les philosophes libéraux anglais Hobbes (1588-1679) et John Locke (1632-1704). Elle fut reprise par Francis Hutcheson (1694-1747), David Hume (1711-1776) et surtout Jeremy Bentham (1748-1842) trois autres philosophes libéraux qui influencèrent la pensée utilitariste en Angleterre et à plus long terme celle du marché.

⁷⁹ Cette thématique a été abordée complètement dans une recherche personnelle qui a aussi donné lieu à un enseignement : « Croissance, information, savoir et sécurité... », voir bibliographie.

B. Crise de confiance des citoyens en leurs décideurs publics: quelques traits pour éviter des critiques abusives.

1. Emergence et portées des décisions publiques et responsabilités y relatives.

151. **Emergence des décisions publiques.** Nombre de décisions publiques, de long terme particulièrement, sont prises dans le cadre de dialogues biaisés où il convient de **se référer aux dires experts**. Dans ce cadre, les décisions collectives sont prises avant que des certitudes scientifiques soient acquises. Elles sont donc souvent **décidées tout autant sinon plus sous controverses que sous incertitudes**. Cela conduit à une **émergence difficile du fait de scénarii complexes s'opposant** :

- celui de **la préemption du long terme par le présent** où, dans l'attente de certitudes plus fermes, sont prolongés les comportements actuels au risque de créer encore plus de difficultés;
- celui de **la capture du présent par le futur** où en raison d'une image arbitraire du long terme et de ses dangers, il est imposé un projet technique ou des sacrifices immédiats non légitimes sur les générations présentes au nom de l'intérêt des générations futures;
- celui **d'une paralysie collective due à la multiplication des perceptions des "risques inversés"** où pour certains, le danger réside moins dans le problème indiqué que dans son utilisation stratégique. Il y a alors un risque de s'engager dans des controverses infinies qui empêchent que se forme un consensus minimal préalable à toutes actions.

Nombre de décisions collectives portant sur la politique énergétique ou encore le déploiement industriel supportent les contraintes de ces scénarii. Il en est de même de celles centrées sur le développement durable ou encore la santé publique. Il en est de même de la politique monétaire laissée aux mains d'une Banque centrale européenne n'ayant qu'un objectif d'inflation à défendre- celle des E.-U. doit aussi défendre le plein emploi- et encore avec un indice des prix volontairement aseptisé et n'incluant pas les prix des actifs financiers alors qu'ils sont dominants en termes de stratégies de profit et d'investissement.

152. **Portée des décisions.** Nombre de **décisions** publiques sont aujourd'hui **fragmentées** en termes de **responsabilités exercées par des acteurs politiques nationaux, régionaux, locaux**. La plupart d'entre –eux n'ont pas une « bonne » compréhension des enjeux inducteurs ce qu'ils ne reconnaissent pas facilement peut-être d'ailleurs pour éviter de faire peur à des électeurs attendant trop de « simples hommes politiques » soit restant trop marqués par des images du passé ayant trait aux leaders politiques. C'est d'ailleurs ces images qui ont protégé les experts pendant un certain temps. Mais à l'opposé quand elles sont dégradées celles des experts le sont alors aussi et parfois plus fortement ces derniers restant « les experts des princes » et étant soupçonnés d'avoir abusé de leur position. Une façon en somme de dédouaner les « princes » comme dans le passé. De la fragmentation s'ensuivent des décisions de « portée » limitée (nature, temporalité) mais communiquées autrement pour rassurer, en outre, souvent peu ou mal coordonnées globalement. En un mot, il s'ensuit un **affaiblissement de la mise en système des décisions politiques**, à l'opposé de celle des décisions de grands acteurs économiques. Il faut ajouter dans ce cadre que **l'intégration dans des zones plus**

larges ne réduit pas l'affaiblissement sans action ad hoc. En effet, tout est **d'abord** ramené à un **pilotage selon des dénominateurs communs**, économiques quasi exclusivement, dont le plus « connu » est **la compétitivité de la zone**. Et dans ce cadre, on tend à **privilégier des « modèles » d'autres zones jugées plus compétitives donc sur la fragmentation est alors posé le vernis- ciment de recettes standard** ou bonnes pratiques obtenues par ce que les Anglo-saxons appellent " le benchmarking " et les Français « l'étalonnage ». **Ensuite**, ce qui veut dire **quand l'urgence le requière, des mesures nouvelles seront recherchées souvent au prix de négociations difficiles du fait de la nécessité de dégager des majorités ou des unanimités**. En plus, **à tous les niveaux politiques, les décisions sont prises sur des résumés plus que succincts comme si la connaissance des décideurs était universelle et entière**. Les résumés sont, en outre, **« trop politisés »**, comme si toutes les décisions à prendre ne conduisaient qu'à des combats de titans, à éviter donc à de pauvres « nains » politiques parce qu'ils ne pourraient naturellement que les perdre ou peut-être aussi pour laisser croire qu'elles incluent toutes les finesses nécessaires pour que les « nains » deviennent des David en puissance de terrasser des Goliath, et **marqués par les idées de certains considérées comme « des vérités incontestables » ! La portée est aussi réduite par un clientélisme** touchant tous les régimes politiques quoi qu'avec des intensités variables. Et dans ce cadre, **les citoyens des démocraties libérales ont les hommes politiques qu'ils méritent même si, au « tribunal » de l'histoire, ils peuvent plaider avoir été entraînés dans une confusion entre citoyenneté et distribution de revenus (un scénario à la Machiavel) et donc bénéficié de circonstances atténuantes! Mais les hommes politiques peuvent plaider en les mêmes termes et donc aussi avoir les mêmes circonstances. En fait, les uns et les autres se sont habitués à vivre la certitude des revenus distribués et à négliger le reste, petites faiblesses répétées éclosant un jour comme une « belle faillite ».**

153. **Responsabilités publiques et fusibles.** Expertise dépendante, segmentation de décisions complexes ou simplement compliquées du fait des acteurs, décentralisation, régionalisation, communautarisation, incertitudes et controverses provoquent une lisibilité faible des liens entre décisions publiques et conséquences. De sorte que souvent les hommes politiques sont « jugés » responsables mais pas coupables (affaire du sang contaminé en France). En outre, les faire passer devant les cours et tribunaux est difficile du fait de « protections liées » au statut politique. Mais parfois un lever de protection est organisé pour nuire, régler des comptes personnels pas pour favoriser la justice. Dans ce cadre, il y a partout des personnes qui sautent à la place des ministres quand nécessaire Ce sont les « fusibles » d'une démocratie libérale aux réseaux multiples qui sont comme des fils électriques surgissant de partout et qui se branchent sur le réseau d'énergie au nom d'une démocratie vivante .Mais ces fusibles n'ont pas été suffisants pour empêcher la crise de confiance en les hommes politiques de s'accroître. Aujourd'hui, en outre, beaucoup de décideurs privés sont aussi critiqués voire plus en cas de fusions, acquisitions et restructurations d'entreprises au motif que toutes leurs décisions ne sont que des stratégies de profit qui le plus souvent ne sauvent pas non plus l'entreprise alors que l'emploi lui a déjà été sacrifié. Ces décideurs appliquent alors différentes stratégies pour être protégés : le chantage à l'emploi, par exemple, ou celui de la protection des approvisionnements énergétiques. Dans ce cadre de responsabilités difficiles, certains rappellent la phrase de Pétain « Français, vous

avez la mémoire courte... » pour indiquer que rien n'est grave. Rien n'est plus faux. La mémoire des gens reste comme la mémoire individuelle : elle enregistre tout. Toutefois le fait de se remémorer varie au gré des circonstances. Attention donc aux talents de certains qui excellent dans l'art d'éveiller les autres. On peut ainsi changer de façon significative la démocratie libérale alors que d'autres changements seraient refusés ou freinés. C'est parce que les responsabilités publiques et privées sont « portées avec difficultés » que la judiciarisation s'étend. En effet, de plus en plus des citoyens en citent d'autres à comparaître devant les cours et tribunaux pour des préjudices induits. Si cet état marque beaucoup les E.-U., il se diffuse en Europe. Certains disent **qu'en manque de débats au parlement sur des questions faisant leur quotidien et leur avenir, une collectivité porte naturellement ces débats sur une autre scène !**

2. Régime des partis politiques et clientélisme.

154. **Mode opératoire.** Avec le temps une **transformation des partis politiques d'opérateurs de la démocratie libérale en finalité de cette dernière ou particratie a eu lieu**, un peu comme si la démocratie avec eux était une œuvre achevée. Les « politiques » sont ainsi devenus « naturellement » davantage soucieux de rester au pouvoir que de rechercher des solutions moins « personnelles » lesquelles « doivent-ils sans doute penser » leur feraient perdre le pouvoir (un pouvoir considéré comme naturel) et donc ses avantages (devenus une juste rétribution des choses). Ils sont donc de plus en plus isolés de ceux qui risqueraient de les traumatiser ce qui aujourd'hui veut dire beaucoup de monde. En découle un manque de débats parlementaires sur des questions non seulement de fond mais même du quotidien. Très vite les débats qui ont lieu tournent autour d'intérêts de coalitions politiques susceptibles de « déranger » les partis seulement. Les avant-dernières élections présidentielles françaises montrent clairement cette situation d'isolement avec un F.N présent au deuxième tour. La montée de l'extrémisme linguistique en Belgique est de même nature. De nombreuses décisions très importantes dont de transformation du régime politique ont, en effet, été prises sans que les citoyens participent beaucoup à leur émergence. En outre, il faut ajouter qu'il faut du courage pour faire entendre sa voix, que dire alors quand il faut se résigner à déranger. En effet, la communication de celui qui essaie fait d'abord peur avant d'entraîner de nouvelles réflexions. Mais vaincre cette barrière rapporte sur le plan politique : les hommes politiques nouveaux arrivés dans les gouvernements le montrent. Parmi les exemples, on retiendra en France S. Weil, B. Kouchner, N. Sarkozy, J-L. Borloo. En Belgique, la montée des libéraux en Flandre s'explique par un autre langage face aux vieux discours de la démocratie chrétienne mais l'avantage du neuf n'a pas duré longtemps, les élections de 2007 l'ont montré : la démocratie chrétienne est revue en force mais avec des discours linguistiques « durs », il faut le souligner. De même les gains électoraux du PS en Wallonie s'expliquent par du sang neuf parmi les candidats. Mais cet effet ne dura pas longtemps et surtout ne masqua pas une corruption, fortement médiatisée aussi, qui fit perdre le pouvoir dominant au PS lors des élections de 2007. Rien de surprenant, en effet, car les hommes nouveaux doivent conquérir un statut dans un cadre difficile : celui de changements à faire passer. Or, les habitudes de vote renforcées par le clientélisme font bénéficier la classe politique d'un statut : **« être un politique comme on est un fonctionnaire »**. Elle porte donc avec difficulté les changements et, souvent, pendant pas longtemps. **De ce point de vue, la nouvelle présidence**

française invite à réfléchir. Quelque chose de « neuf » a-t-il eu lieu ? Peut-être la réponse est-elle un changement légitime d'image historique: une droite cessant d'être gestionnaire pour devenir porteuse de réformes et s'y atteler à l'opposé de la gauche. Mais cela n'explique pas tout.

155. **Clientélisme et « statut » politique rendent pertinente la phrase de Machiavel : « Il n'est rien de plus difficile que de s'engager dans un nouvel ordre des choses car le changement a pour ennemis ceux qui ont prospéré dans les conditions passées et a pour tièdes défenseurs tous ceux qui ne voient pas encore comment prospérer dans le nouvel ordre ».** Très vite, il est donc opposé aux hommes politiques nouveaux une obligation de résultat qui peut être sans commune mesure avec les moyens qu'ils reçoivent dans un gouvernement. A fortiori quand leur image est récupérée pour être placée au centre de la communication gouvernementale afin d'indiquer un « je vous ai compris » du pouvoir vers la nation. Donc leur travail a tout d'un « ça passe vite ou ça rate définitivement ». Dans ce dernier cas, leur carrière politique a toutes les chances d'être finie comme une virginité après une première étreinte ! Il en découle des difficultés intenses de changement aujourd'hui dont les clients, les citoyens, sont en dernière analyse les grandes victimes.

156. Le résultat de ces évolutions est une montée de votes blancs non comptabilisés ou encore du nombre d'électeurs n'allant pas voter et parfois de votes d'extrêmes gauches ou autres dits protestataires récupérés par l'extrême droite. En fait, si l'on rassemblait partout ces votes, on verrait comme un nouveau parti des « dégoûtés » en conquête de majorité. **La crise de confiance en les décideurs politiques d'abord et puis les autres aussi : les grands patrons, n'est donc pas bénigne. Elle n'est pas comme une erreur statistique normale dans une comptabilité publique angélique !**

3. Pratiques étatiques.

157. **Pratique étatique.** Certains pays, plus que d'autres, ont hérité de pratiques en vertu desquelles **l'intérêt général et l'intérêt de l'Etat se confondent.** Historiquement cela se comprend. Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, tous les penseurs estimaient que la démocratie n'était envisageable que pour des petits Etats au risque sinon de ne plus pouvoir contrôler les masses. Les révolutionnaires américains et français réglèrent le problème à travers la combinaison des principes de démocratie pure – l'expression du peuple – et de représentation, ceux de l'ancienne U.R.S.S. par une modalité de pratique du pouvoir concrétisant la dictature du prolétariat. Dans ce cadre, la démocratie nationale fut organisée par l'Etat. Par conséquent, aussi, les nations formèrent une société politique internationale régie par des rapports d'Etat à Etat (depuis le traité de Westphalie en 1648). Il est donc facile de comprendre pourquoi la perméabilité fut grande entre intérêt général et intérêt de l'Etat. Dans ce cadre, les administrations publiques furent davantage au service du pouvoir qu'à la recherche d'un intérêt général plus objectif (largement en manque de débat au Parlement). Avec la montée en puissance du régime des partis politiques au XXe siècle, l'intérêt de l'Etat devint celui du ou des partis dominant de facto ou de jure. Partis, en outre, de plus en plus sourds au fur et à mesure qu'ils devenaient lourds. Sous cet éclairage, il fallait beaucoup de courage aux fonctionnaires pour tenter, ne fût-ce que d'expliquer, qu'il y avait des raisons objectives de dissocier intérêt général

et intérêt étatique, a fortiori quand les seuls critères de promotion-valorisation sont le « politiquement correct » mâtiné d'un « linguistiquement correct » dans certains pays. Ces critères ne sont pas différents de paramètres de discrimination. Si les citoyens le comprenaient, ils traîneraient les Etats devant les Tribunaux au nom des Droits de l'homme et du Citoyen! En outre, il faut ajouter que plus la fonction publique est techniquement faible ou fortement technocratique mais toujours biaisée dans sa valorisation et plus les notes écrites reproduisent à l'unisson ce qui est attendu « naturellement » afin de bénéficier d'une relative quiétude à laquelle tout être aspire ! Et enfin, il faut indiquer que plus le processus identitaire d'une nation est faible ou forte la raison d'état et plus l'intérêt de l'Etat ou des partis dominants risque d'être substitué à celui de la nation. Cela est le cas lorsqu'il s'agit de faire croire : « ... qu'ici aussi l'intérêt géré publiquement est général » ... ou encore « ... que nation il y a » afin que le pouvoir reste là où il est ! Certains appellent cela de la manipulation. Au XXe siècle, elle aura partout été érigée en style gouvernemental quoique avec des intensités qui varient selon les pays!

158. Les pratiques publiques (étatiques et administratives) du régime des partis ont paru à ce point contraignantes, quelle que soit la nature des décisions publiques, que l'O.C.D.E. a cru légitime d'y consacrer un colloque examinant les défis à la "gouvernance publique" (14 et 15 septembre 1999). Ils sont à cette date:

- une baisse de confiance envers l'Etat ;
- des citoyens plus instruits et mieux informés ;
- des sociétés de plus en plus diverses et fragmentées ;
- des compétences accrues accordées aux organismes supra et infranationaux ;
- un emploi et un style de vie en mutation.

Une phrase (solution) mise en exergue par l'O.C.D.E. est à retenir : « **Le succès (réforme efficace) implique des dirigeants qui exploitent les ouvertures et apportent une dynamique et une orientation au changement. Les dirigeants ne se contentent pas de repérer les ouvertures, ils les créent** ». Il convient alors de se demander : « ... les dirigeants veulent-ils changer ? ». Beaucoup de citoyens, même clients, risquent de répondre : « non, ils parlent du changement seulement, et en outre, ne l'envisagent que pour les autres ! ». Toujours dans le cadre du colloque de l'O.C.D.E. une autre phrase est à retenir : « ... **créer les conditions propices à l'émergence de nouveaux dirigeants publics ...** ». Cela aussi paraît difficile car cela conduit à :

- recruter autrement qu'aujourd'hui
- valoriser et promouvoir différemment aussi
- et surtout à

} **dépolitiser la fonction**
 } **publique**

- apprécier voire **évaluer la gestion publique selon des critères PLUS objectifs inscrits, en outre, dans la pratique démocratique à tous les niveaux de la puissance publique.**

Tout cela est peu compatible avec la mentalité de POUVOIR qui règne partout dans les sphères décisionnelles publiques de nos chères démocraties (voir plus bas les petites phrases). Bien sûr, « ...on peut rêver...! ». Réformer présuppose **un nouveau dialogue entre les citoyens et leurs représentants** : les premiers doivent comprendre qu'ils ne sont pas les clients des partis des seconds et les seconds pas les gérants des fonds de commerce de leurs partis. **Un parti est une modalité de LISIBILITE des OPINIONS d'une SOCIETE, sans plus. Un gouvernement démocratique est toujours un opérateur au service de tous les citoyens : il met**

en œuvre le programme d'une coalition sous cette condition. En dehors de cet « équilibre », il explique clairement ses choix et stratégies. **Telle devrait être l'éthique politique d'une démocratie libérale organisée par un Etat.**

159. **Voici quelques petites phrases « prêtées » aux hommes politiques sur lesquelles réfléchir.** A bien y regarder, ces petites phrases sont moins amusantes qu'il n'y paraît dans la mesure où elles furent et sont encore parfois les fondements de certaines décisions. La dernière n'a pas encore pris toute sa valeur.

1. L'Etat c'est moi (Louis XIV)

2. **Nous ne sommes pas là pour trouver des solutions à leurs problèmes mais pour les aider à relativiser leurs situations !**

3. Pourquoi changer les choses quand il suffit de changer les mots !

4. Tout doit changer afin que rien ne change.

Les sources en sont le Film : " Un homme idéal " présenté le mardi 16 novembre 1999 sur France 2 pour les phrases 2 et 3 ; « L'Histoire continue », I Wallerstein, Ed de l'Aube, 1999, p. 101 pour la phrase 4 laquelle est prononcée aussi par Tancrède, le neveu du prince, dans « le guépard » de Visconti.

5. Je ne vous trahirai pas, je ne vous mentirai, je ne vous décevrai pas : N. Sarkozy.

4. Synthèse partielle.

160. **La dégradation de la confiance entre les citoyens et les décideurs politiques et puis privés est générale à la fin du XXe siècle. Elle s'est accentuée depuis le début des années 70 soit depuis que croissance potentielle et cohésion sociale par le travail salarié à temps plein sont devenues problématiques. Cette crise est survenue dans un cadre marqué par la domination des idées de certains, les experts de façon générale, qui, bénéficiant de conditions favorables : un climat de spécialisation, les poussèrent sans se soucier d'autres intérêts que les leurs. Certes historiquement un tel « scénario » n'est pas neuf mais ce qui lui donne une spécificité dans les décennies 80 et 90 surtout c'est que les incitations induites modifièrent les comportements de nombreuses personnes dans un sens défavorable à l'éthique collective partagée dans le passé. De sorte qu'il n'est pas exagéré de dire que la décennie 90 vit triompher un égoïsme personnel dangereux car érodant la morale collective en faveur de la corruption, le mensonge et l'hypocrisie. Cet état caractérisa surtout les E.-U. mais il eut des conséquences dans les autres pays aussi soit parce qu'ils furent contraints de copier le modèle américain directement ou indirectement par intermédiation des grandes « officines internationales » ou soit parce que leur élites furent contaminées ou les deux, interactivité décisionnelle d'ailleurs renforcée par le fait que les élites mondiales se cooptent en nommant les personnalités qu'il faut dans les officines indiquées. Cette vision globale mérite des éclaircissements a fortiori parce que des conséquences en naissent toujours.** Ces éclaircissements suivent. Ils ont trait aux courants de pensée économique et de pensée politique qui dominant sous la mondialisation, à un exemple américain sur lequel réfléchir et au déficit de débats d'idées dans l'Union européenne.

C. Mondialisation, courants de pensée économique et courants de pensée politique.

161. **Mondialisation et changements institutionnels.** Depuis la décennie 80, l'idéologie de certains et les intérêts y associés ont plus influencé les politiques appliquées qu'auparavant. C'est la mondialisation en accélération d'interactivité qui a créé les conditions favorables. En effet, cet état, à partir de ce moment, posa la question sensible de la réglementation publique ad hoc. Le monde changeait et, par conséquent, il était légitime de penser aussi à des changements institutionnels donnant des conditions économiques et sociales favorables accompagnant le nouvel état ou encore incitant à se comporter autrement. Cette question, d'une extrême importance puisque sa conséquence majeure, a posteriori, pouvait être de rendre la mondialisation plus supportable à beaucoup atteint par les incertitudes de l'emploi donc du pouvoir d'achat et globalement de l'érosion de l'identité par le travail salarié, ne reçut pas un éventail large de réponses équilibrées car certains des « fanatiques » du marché arrivèrent à fixer le cadre dans lequel la question devait être débattue. Ils y emprisonnèrent les autres prisonniers d'une image du passé, être des « interventionnistes », qui les empêcha de convaincre qu'il fallait trouver un nouvel équilibre entre le marché et l'Etat et non pas rejeter ce dernier de façon absolue. Aux E.-U. tant des courants économiques que des groupes politiques n'envisagèrent qu'une seule bonne réponse à la question de l'équilibre entre le marché et la réglementation publique: « un retour vers le marché et un recul de l'Etat ». Les E.-U. communiquèrent leurs idées dominantes au reste du monde sans beaucoup de difficultés car, dans les organisations internationales, elles furent partagées et servirent de fondement aux décisions à prendre. En fait, une soi-disant élite mondiale les communiqua partout car elle avait plus de « proximité » ou encore d'intérêt avec « l'Amérique » qu'avec sa propre population.

162. **Courants de pensée économique.** Ces courants soit surtout les monétaristes à la Friedman (représentant emblématique du courant), les représentants de l'école des anticipations rationnelles et ceux de l'économie de l'offre à la Laffer (r.e.c.) développèrent des démonstrations peu analysées par la communauté des économistes dont sortit **une macroéconomie appliquée fondée sur une microéconomie d'abord de flexibilité des facteurs de production, de restructuration et de délocalisation des entreprises et puis d'externalisation croissante des facteurs de production.** La macroéconomie appliquée fut caractérisée par la domination d'une politique monétaire au but majeur de lutter contre l'inflation soit surtout ses anticipations (apport monétariste et des anticipations rationnelles). Cette politique était restrictive et stable en tendance afin d'être facile à anticiper. Elle mettait une hypothèque de contrainte sur la politique budgétaire et donc sur les déficits publics qui furent cependant creusés par les Républicains aux E.-U. qui appliquèrent la macroéconomie indiquée. Chaque acteur public était appelé à réduire ses dépenses soit en fait celles qui paraissaient les plus faciles à réduire. Cela devait déboucher sur une érosion des dépenses sociales sous une communication mettant en avant les capacités naturelles des marchés de remettre tout en équilibre pour autant qu'ils puissent fonctionner librement. Par conséquent, les suites de l'érosion sociale n'étaient pas graves en tendance car **les marchés étaient efficaces en s'adaptant vers l'équilibre ! L'allocation des ressources qu'ils réalisaient étaient la meilleure possible car apportant un équilibre général stable sur le plan social** (car de type parétien : aucun échangiste n'a intérêt à le contester) **et donc politiquement désirable. Ainsi le progrès global et un ordre politique compatibles avec moins d'état étaient véhiculés soit très**

rapidement moins d'impôt (sur les revenus) pour les plus riches contribuables au motif de renforcement de la croissance et son ruissellement. Dans ce cadre, il était communiqué que le mouvement naturel d'enrichissement de la classe moyenne se poursuivrait alors qu'autrement il serait entravé par le poids des actions en faveur des pauvres appelés les assistés de façon péjorative. Or, ces derniers avaient aussi tout à gagner du marché libéré car, en vertu d'une économie dite du ruissellement, la croissance des riches retombait sur les pauvres aussi en amélioration de revenus alors que la flexibilité des facteurs de production soutenait tous les emplois (de façon théorique car il y eut des mesures publiques de soutien à la croissance aux E.-U. à la différence de l'U.E. « plus catholique que le pape »⁸⁰). Le modèle était donc dit « win win » (gagnant sur toute la ligne) soit n'oubliant personne. Appelée à devenir riche la classe moyenne ne pouvait qu'être en faveur de la réduction d'impôt centrée sur les riches de façon dominante. Dans ce cadre, des acteurs politiques agirent aussi de sorte qu'un grand désir de moins d'impôts sur les revenus fut partagé par toute la population.

163. La macroéconomie nouvelle soit la politique monétaire restrictive fut donc accompagnée par des vagues de déréglementations et privatisations communiquées en termes d'effets favorables à l'offre de production et aux transformations rendant la croissance potentielle endogène, théorie économique devenant montante fin des années 80 et dans la décennie 90, toutefois cette croissance n'était pas autrement envisagée que comme le passage d'un équilibre général à un autre alors que cela n'était pas le cas pour les tenants de cette théorie qui lui donnaient une détermination structurelle⁸¹, et par des réductions d'impôts orientées vers les contribuables riches. Cette politique fiscale allait creuser les déficits publics en n'apportant pas la croissance attendue et donc le surcroît de recettes publiques compensant les baisses d'impôts alors que la communication dominante indiquait qu'il fallait réduire les impôts. Allait en sortir une nouvelle économie d'abord dite du savoir et puis plus concrètement de l'information et la communication et enfin aussi de l'innovation. C'est dans ce cadre qu'un mouvement de montée des services face à l'industrie eut lieu de même qu'une informatisation de l'univers des entreprises, des ménages et des pouvoirs publics. La nouvelle économie réglerait les problèmes de compétitivité, d'emploi et de pouvoir d'achat par les gains de productivité du travail et des facteurs qu'elle induirait en tendance. Elle améliorerait aussi les recettes publiques permettant de réduire les impôts en réduisant les déficits publics. En outre, elle allait dans le « sens de l'histoire » pour la classe moyenne. La nouvelle macroéconomie appliquée fut aussi accompagnée par des vagues de renforcement de la protection de la propriété intellectuelle au motif de valorisation et donc soutien aux innovations marchandes et surtout de réponse empêchant une soi-disant asphyxie de la recherche. En fait, l'argument était faux car la production d'idées sur laquelle reposent tant de progrès technologiques, des transistors au laser, des ordinateurs à Internet n'était pas protégée par des droits de propriété intellectuelle et pourtant les E.-U. y furent le producteur dominant du fait de stratégies de monopole qui assuraient les avantages attendus.

164. **Courants de pensée politique.** Des groupes politiques favorables au « dégraissage » de l'Etat creusèrent leur chemin dans les pistes argumentées par les courants économiques. Ils martelèrent une communication selon laquelle il devait

⁸⁰ Pour plus de détails se référer au papier de l'auteur déjà cité: « L'âge des connaissances... » : bibliographie.

⁸¹ Idem.

être réduit car son efficacité générale était en cause ce qui coûtait à tous et nuisait à la croissance. Ces groupes faisaient partager par tous la « nécessité » de réduire les impôts sur les revenus. En outre, pourquoi rester dans un cadre du passé alors qu'il existait une alternative (efficace et moins coûteuse) compatible avec la mondialisation soit l'intégration des marchés mondiaux, le marché d'une concurrence libre de fonctionner. Au sein de ces groupes, un pôle technocratique était actif depuis longtemps: sa vision était de promouvoir un citoyen flexible soit sans cesse s'ajustant aux requis des techniques diffusées, ces dernières étant la panacée universelle. Dans ce cadre la flexibilité des facteurs de productions déjà mise en avant servait leur visée. Enfin ces groupes s'appuyaient aussi sur les contributions de penseurs (Rawls, Nozick) appelés les « libertariens » mettant en avant **la liberté individuelle comme frontière** (plus ou moins absolue) **face à l'Etat et plus soucieux de chercher des réponses aux questions de justice sociale dans ce cadre que d'efficacité**. Cela arrangeait certains économistes qui soutenaient que les économistes devaient se concentrer uniquement sur l'efficacité laissant au processus politique le débat sur la répartition et donc la justice sociale induite. Pour les penseurs de la liberté individuelle le moment était favorable à un repositionnement des valeurs américaines en faveur de cette dernière. Cela ne voulait pas dire laisser reculer l'Etat. En effet, ils se positionnaient en termes d' « affirmative action » pour des groupes ciblés au nom d'une égalité des chances corollaire de la liberté individuelle défendue. De même les groupes politiques étaient influencés par la pensée de Fr. von Hayek, l'économiste autrichien bien connu, selon laquelle la meilleure organisation sociétale est due au hasard et non pas à des projets volontaires (voir plus bas). **En fait, toutes les idées politiques allaient dans le sens d'une redéfinition du contrat implicite liant l'Etat aux citoyens par un moins d'Etat de façon globale et une spécialisation sur certains fronts de ce dernier face au marché. Le marché était la norme générale et l'Etat celle d'exception. Dans ce cadre, les solidarités institutionnelles du passé étaient remises en cause au profit d' « affirmative action » en faveur de groupes ciblés au nom de l'égalité des chances de construire quelque chose avec la liberté individuelle : une frontière inaliénable.**

165. **Domination des idées.** Tant les courants de pensée économique que de pensée politique réussirent à faire passer leurs idées ou plutôt leur interactivité commune car, en face d'eux, les forces dites des Démocrates aux E.-U. et de « Gauche » (socialiste de façon dominante) en Europe n'apportèrent que des bémols qui ne modifièrent pas le cadre des décisions appliquées. Ils étaient, en effet, prisonniers de leur image du passé, l'intervention publique, alors que les dominants communiquaient que cette intervention était coûteuse parce qu'inefficace. En outre, les tenants de la pensée de Hayek faisaient comprendre que la meilleure organisation sociétale possible venait des apprentissages de tous, libres et paresseux mais imaginatifs et d'un hasard marqué par une sélection culturelle à la Darwin. Le marché sortait ainsi naturellement du cadre économique pour entrer dans celui d'organisation sociale complexe. Les « sujets » étaient organisés par leurs objets d'échange ainsi que Hume l'avait indiqué au XVIIIe siècle. Cette pensée très vite devenue celle de la « société selon le marché » avait d'autant plus de force de frappe que la mondialisation paraissait complexe sur le plan de l'information à maîtriser et donc impossible à piloter et organiser par un acteur politique central. En plus sur le plan social, le modèle communiqué favorisait l'évolution naturelle de la classe moyenne. Or, ainsi que l'indique Stiglitz (page 351 de la version française

citée plus bas), « ...en démocratie c'est la volonté de l'électeur médian, -la classe moyenne-, qui prédomine, la politique reflète donc ses valeurs et ses idées ». Les Républicains aux E.-U. réussirent à faire croire que marché et classes moyennes étaient liés de façon unique ou encore qu'efficacité selon le marché de la concurrence et redistribution sociale l'étaient de même. Alors il n'y avait plus de place pour une alternative venant des Démocrates. Cette logique marcha aussi en Europe où la « Gauche » soit les socialistes de façon dominante furent enfermés dans cette logique favorable à la classe moyenne car, pour venir au pouvoir, ils ratissèrent large laissant parfois leur électorat ouvrier à l'extrême droite.

166. En conclusion, les Démocrates aux E.-U. et la « Gauche » socialiste dans l'U.E. « durent » agir dans le cadre global imposé par la pensée dominante. Et comme les périodes d'opposition du passé ne leur avaient pas permis de trouver des réponses à la mondialisation, ils cherchèrent avec beaucoup de difficulté quelle serait la « troisième voie » entre le tout marché et l'Etat. Blair y arriva au R.U. en modérant un peu le passé à la Thatcher, les autres socialismes non⁸². Enfin la pensée sur la liberté individuelle et le modèle d'Hayek permettaient de plaider pour la liberté individuelle partout dans le village planétaire en donnant des réponses de justice sociale, d'efficacité, de marché et d'organisation sociétale. Par conséquent, la question du leadership mondial et de la gouvernance mondiale que les élites mondiales ne désiraient pas réellement aborder recevait une réponse aisée. Dans ce cadre, il ne fallait pas « s'embarrasser » du cadre multilatéral des N.U. et donc de ses acteurs divers, il suffisait d'agir lors des réunions de l'Organisation Mondiale du Commerce laquelle organisait le village planétaire par les échanges.

167. Secteur financier et érosion d'éthique individuelle. Sous la communication des dominants, le secteur financier eut de plus en plus la possibilité de saisir toutes les occasions de profit possibles venant de décisions publiques contaminées par les idées et les intérêts de certains quels qu'en soient les coûts globaux et aussi que les profits soient licites ou non. Agir ainsi était bon pour la croissance et l'efficacité globales et le social à la marge il ne fallait penser à rien d'autre. Cette stratégie fut servie, en outre, par une lisibilité problématique des comptes des entreprises, qui ne fut modifiée qu'après que des affaires de corruption éclatent, et aussi par une alliance entre des acteurs venant de cabinets comptables, des banques d'affaires, des cabinets d'audit et de centres publics de décision. L'argent à capturer était leur seule référence. En outre, des montages financiers, de plus en plus spéculatifs et aussi à la limite de la morale collective partagée dans le passé, furent opérés. Des bulles spéculatives surgirent et crevèrent de même que des emplois, des entreprises et des comptes de retraite de nombreux salariés. Ainsi qu'indiqué, le secteur financier ne fut pas seul en cause : de nombreux acteurs privés et publics perdirent tout sens moral en étant seulement obsédés par l'argent. **Ces adorateurs du « veau d'or » contaminèrent beaucoup de citoyens par des communications d'intoxication et de manipulation bien orchestrées par des spécialistes des médias.** Dans ce cadre, l'absence de relais politiques puissants des misères entraînées fut catastrophique non seulement dans les pays riches mais surtout dans

⁸² Pour s'en convaincre, il suffit de se référer au « pauvre » texte-en possession de l'auteur car ce dernier participa aux travaux d'élaboration- que les socialistes européens essayèrent de mettre en communication à la fin des années 90. Il n' « accoucha » d'aucun politique globale marquant l'U.E. d'un sceau favorable au « social ». Il ne donna pas non plus lieu à un vaste débat d'idées avant d'être communiqué !

les autres. La marge de manœuvre des dominés fut aussi réduite par la crainte qu'ils avaient des réactions d'anticipation des marchés financiers. Ces derniers étaient peu sensibles aux paradoxes des dominants : creuser les déficits publics en disant le contraire à l'opposé des dominés. Cet arbitraire était « normal » du fait de l'alliance de pensée entre les dominants et le secteur financier.

D. Les idées dominantes : un exemple américain à méditer pour en tirer des leçons.

168. **Exemple.** Un lecteur voulant plus de concret à ce qui vient d'être mis en synthèse se reportera au récent ouvrage de Joseph E. Stiglitz, «The roaring nineties » paru en français chez Fayard en 2003 sous le titre «Quand le capitalisme perd la tête ». L'auteur y montre comment les idées de quelques-uns (synthétisées plus haut) firent les décisions aux **E.-U.** tant des Républicains que des Démocrates sur la décennie 90. Avec un grand souci d'honnêteté, il s'efforce d'indiquer les conséquences positives et négatives des décisions prises et d'une perte importante de sens moral dans l'économie américaine. Une des conclusions de cet auteur est que la déréglementation appliquée aux E.-U. y créa des résultats négatifs de façon dominante mais que le pays sut payer (du moins à court terme) compte tenu de sa richesse. Cela ne fut pas le cas des autres pays qui suivirent les recommandations américaines sous la pression des organisations internationales et des élites internationales, par exemple, l'Argentine ou encore l'Indonésie. Dans les autres pays, la pauvreté soit le poids de ceux qui vivent avec moins de deux dollars par jour s'accrut en poids relatif dans la population totale. Stiglitz conclut que **les « nineties » opposèrent les fanatiques du marché aux autres qui furent contaminés par les premiers même s'ils agirent pour rendre la mondialisation plus acceptable sur le plan social.** En fait, selon l'auteur de cette recherche, parmi les autres, nombreux étaient ceux qui ne savaient plus réellement ce qu'était l'intérêt général sous la mondialisation, ils auraient donc eu bien du mal à le plaider de façon convaincante sur la scène internationale ou encore face aux citoyens. Ils étaient, en outre, prisonniers d'un modèle d'intervention publique communiqué comme coûteux et inefficace par les autres, modèle dit « illégitime » aussi sous la complexité informationnelle de la mondialisation. Par conséquent, l'équilibre général des marchés gagna vite en attraction globale soit en organisation sociétale pour l'ensemble du village planétaire. Il était absurde de vouloir organiser autrement le monde. Face à une organisation naturelle aucune autre organisation volontaire n'avait la même force d'attraction. En outre, les résultats économiques et d'emplois américains démontraient que cette vision était gagnante, facilitant l'enrichissement de la classe moyenne, en outre. Tout était donc pour le mieux d'une démocratie libérale naturelle pour le village planétaire. Dans ce cadre, Stiglitz fait remarquer que, de façon générale, les E.-U. face aux autres pays furent de façon dominante plus soucieux de leur intérêts commerciaux à court terme que d'une responsabilité globale qu'ils avaient du fait de l'effondrement de l'U.R.S.S. Leur égoïsme était caché par les résultats communiqués largement biaisés cependant du fait des déficiences comptables publiques et privées. Ils ne rencontrèrent point d'adversaires importants du fait du partage de leurs arguments par l'élite mondiale. Toutefois de nombreux pays payèrent fort cher leur copie de l'exemple américain. En outre, aux E.-U. les dominants (Reagan, la famille Bush) creusèrent les déficits publics que les autres durent réduire ce qui fut d'autant plus difficile qu'ils avaient un autre programme

social tout en réduisant cependant aussi les impôts (Clinton I et II qui suivirent Reagan).

169. Dans le cadre qui précède, Stiglitz écrit aussi (page 20 de la version française) ce qui suit qui mérite de l'attention future: « ...**Avec le temps, je crois de plus en plus à la démocratie, mais je crois aussi que, pour qu'elle fonctionne, il faut que les citoyens comprennent les questions fondamentales auxquelles nos sociétés sont confrontées et les réalités du travail gouvernemental. Or, les problèmes qui ont le plus d'impact sur la grande majorité de la population concernent l'économie et les rapports entre le marché et l'Etat** ». Des exemples pour l'Union européenne peuvent être dégagés en se référant à « L'âge des connaissances... » (voir bibliographie). Les deux auteurs y montrent comment les résultats du marché de l'emploi dans l'Union européenne ont dépendu de choix idéologiques défavorables à l'emploi mais favorables au lancement à terme de la monnaie commune.

170. **Lutter contre les idées dominantes.** Comment aurait-il fallu procéder ? **La stratégie était d'entrer dans la théorie de la concurrence plaidée soit une concurrence pure et parfaite.** En effet, le climat général né des idées des dominants était marqué par une croyance en les vertus non de la concurrence effective mais de sa transformation vers l'idéal concurrentiel enseigné en faculté. Il était sans cesse mis en avant que la mondialisation intégrait les marchés mondiaux du fait de la liberté des mouvements de capitaux dans un cadre où les acteurs qui se concurrençaient finiraient par avoir les mêmes pratiques et techniques car les bonnes pratiques des uns et des autres étaient diffusées et appliquées de même que les techniques. En outre, les politiques appliquées finiraient par être partout de même nature pour éviter les fuites de capitaux. Dans ce cadre d'anticipation, les prix des marchés deviendraient de plus en plus l'unique moyen de communication d'échangistes vivant dans un univers normé de façon identique. Et enfin l'accès de tous les échangistes aux informations était favorisé par la diffusion des technologies de l'information et de la communication. Par conséquent, il s'agissait bien de la réalisation à terme de quelques-unes des hypothèses centrales de l'idéal concurrentiel. Donc, **il aurait été judicieux de « révéler » par une communication ad hoc que, sous cet idéal anticipé, la théorie enseignée explique que les profits sont nuls car, petit à petit, les prix sont abaissés réduisant la marge bénéficiaire.** C'est à cause de cette évolution que les entrepreneurs menacés de « mort » doivent avoir innover pour recréer du profit venant de leurs efforts créatifs.

171. Dans le cadre qui précède, la conséquence d'une mondialisation assimilée à une marche vers l'idéal concurrentiel conduisait, dans un modèle d'anticipations rationnelles, à anticiper des profits nuls à terme et donc une chute des profits suivant une période où ils étaient abondants. Mais une telle anticipation ne serait jamais venue de marchés financiers n'ayant aucun intérêt à tarir leur source de pouvoir. Ces marchés avaient donc intérêt à communiquer sur l'idéal concurrentiel tout en maintenant des anticipations spécifiques. **La communication impliquée n'était rien d'autre qu'une manipulation pour faire du profit à tout prix.** Ce profit n'était nullement concurrentiel, en outre, car il était induit par une stratégie d'information biaisée afin de donner des avantages à certains soit créer des positions de monopole caché pour éviter les réactions des législations protégeant la concurrence. **Une telle démonstration bien communiquée** (avec des renforcements éventuels

venant des milieux académiques, des entreprises et des milieux sociaux et la mise en avant de position de monopole) **aurait permis d'affirmer que la pensée dominante permettait que les marchés financiers et leurs alliés anticipent des profits non compatibles avec le renforcement du potentiel de croissance de l'économie américaine** (croissance endogène déterminée en termes structurels) **soit les transformations nécessaires de l'économie pour éviter à terme le spectre d'un état de profit nul. Il s'agissait d'une question grave qui ouvrait à nouveau des possibilités de débat politique sur les actions publiques car elle brisait le cadre ou plutôt le carcan venant de la pensée dominante. En outre, la question de la croissance potentielle était celle que tous les analystes posaient de façon régulière lors des débats sur les mouvements des gains de productivité du travail induits par les technologies de l'information et la communication, Internet et le e-commerce. En effet, la productivité du travail est une des composantes majeures de cette croissance. C'est le relèvement des tendances longues de cette productivité qui devait assurer la rentabilité de la croissance induite par les investissements du passé ainsi que leur signification en termes d'employabilité améliorée. Et enfin, cette productivité est une des composantes de la productivité totale des facteurs qui mesure l'efficacité des investissements soit assure leur rendement et donc leur remboursement a posteriori.**

172. **La question de la croissance potentielle visée était donc incontournable.** Elle était doublement importante aussi car non seulement elle avait des impacts à court terme mais aussi à plus long terme pour l'efficacité de l'économie américaine, l'endettement des E.-U .et donc la valeur extérieure du dollar, le financement des retraites et de la sécurité sociale, etc, autant de questions posées aujourd'hui au gouvernement américain. **Une telle stratégie d'attaque et de communication aurait renforcé l'image de sérieux des Démocrates, en faisant comprendre que quand on fait agir l'Etat** (eux qui avaient l'image d'être des interventionnistes) **c'est aussi parce qu'on réfléchit en liant court et long termes**, à un moment où, en outre, ils avaient un capital social mobilisateur. On le vit avec l'affaire Levinsky qui ne mit pas Clinton K.O. **Cette nouvelle donne aurait influencé les élites du reste du village planétaire car aucun gouvernement ne pouvait accepter d'être responsable d'une dégradation du potentiel de croissance et finalement de la cohésion sociale induite, démonstration à l'appui.**

173. **En bref, le carcan de la pensée dominante aurait pu être brisé.** Certes, cela n'était pas aisé car toutes les forces publiques et privées n'avaient pas cessé de mettre en avant les avantages des T.I.C. et de la mondialisation. Par conséquent, certains auraient dû reconnaître qu'ils avaient été un peu « légers ». Mais compte tenu du capital social que les Démocrates avaient de même d'ailleurs que la « Gauche » socialiste dans l'U.E., l'électorat aurait suivi. En outre, la démonstration aurait aussi entraîné de nombreuses P.M.E. que la mondialisation rendait plus fragiles et dont les chances de survie étaient problématiques. Dans ce cadre, il ne faut pas oublier ce qui suit attribué à **Mao Tse Tung** : **« Ceux qui sont en état d'infériorité et demeurent passifs peuvent arracher l'initiative et la victoire à ceux qui détiennent la supériorité de force et l'initiative si en s'appuyant sur la situation réelle, ils déploient une grande activité subjective pour créer quelques-unes des conditions indispensables ».**

E. Le débat d'idées dans l'Union européenne.

174. **Débats et communications ad hoc auraient donné les conditions recherchées. Mais encore eût-il fallu que les « Démocrates » aux E.-U. et la « Gauche » socialiste dans l'U.E. le désirent vraiment. Cela restera la question posée par les décennies 80 et 90.** Certains y ont déjà répondu, il y a longtemps, en parlant de la trahison des clercs soit des élites en termes modernes ! D'autres ont simplement dit qu'il s'agissait de « réalisme politique » ou encore qu'il n'y avait que de bonne ou mauvaise politique. En fait, il faut dire qu'en politique, il faut s'interroger avec intensité et lucidité afin que « l'art du possible » ne soit pas réduit à une singularité unique. Cet art se nourrit d'intimes convictions qu'acquière les hommes politiques. Donc il faut provoquer des débats, ne pas hésiter à faire argumenter des groupes variés de chercheurs (et autres) avant de décider. En un mot de bon sens, il faut s'informer (d'autant plus que la pensée dominante est celle d'un modèle d'information parfaite et identique de tous sur un monde, une complexité donc, le village planétaire) pour avoir une intime conviction. Il n'est pas exagéré de dire que cela ne fut pas le cas ni aux E.-U. ni dans l'U.E. En fait, ni la croissance potentielle de l'économie et ni la cohésion sociale induite n'ont pas été au cœur des préoccupations des élites⁸³. Elles se préoccupèrent du court terme comme les marchés. Toutefois dans le cas américain, il y eut des débats d'idées se nourrissant des apports d'écoles économiques alors que cela ne fut pas le cas en Europe.

175. **De façon générale, les idées économiques circulent mieux aux E.-U. qu'en Europe dans laquelle les élites s'appuient davantage sur leurs idées personnelles qui sont alors « colorées »** (ou colorisées comme les films en noir et blanc) **pour faire comme aux E.-U. Dans le cas européens, en outre, les volontés des élites étaient davantage tournées vers le lancement de l'euro à terme que vers la croissance potentielle.** La domination indiquée a eu des conséquences graves. La première a été que beaucoup de gouvernements ont eu plus de mal à parler de changement à leurs citoyens car les décennies 80 et 90 furent marquées par une dégradation sociale qui créa une communication implicite selon laquelle changement et galère allaient ensemble pour le plus grand nombre. La deuxième a été d'hypothéquer les politiques d'innovation recommandées car si changement et innovation vont ensemble alors galère aussi (par transitivité). Et enfin, la troisième fut de rendre les dialogues entre les uns et les autres plus difficile : d'une part, les dominants étaient « arrogants » et, de l'autre, les autres groupes de la société qui étaient face aux acteurs de la mondialisation étaient conduits à camper sur leurs positions au motif que les premiers ne visaient rien d'autre qu'à maintenir leur pouvoir. On assista donc à des combats entre deux types d'acteurs, à savoir : ceux qui étaient « habillés » par le changement et ceux que le présent habillait (en fait déshabillait) sous une communication des premiers selon laquelle « le changement c'était l'avenir et le reste le passé (ringard) ». Cette allégorie a eu beaucoup de force. Elle a, en effet, conduit **beaucoup d'hommes politiques à choisir l'avenir face au passé et donc à soutenir le passé (le pouvoir) de ceux qui s'appelaient l'avenir face à l'avenir de ceux qui étaient qualifiés de passé !**

⁸³ C'est pour cette raison que les gouvernements agirent peu pour améliorer les mesures statistiques de cette croissance et pour financer des recherches sur elle. Pour plus de détails se référer à deux papiers de l'auteur déjà cités: « Sapiens sapiens... » et « L'âge des connaissances... », bibliographie.

176. Ce qui précède conduit l'auteur de ce travail à conclure **qu'il n'y aura pas de bonne démocratie libérale dans le futur tant que les citoyens ne sont pas mieux informés sur l'économie et surtout ne la comprennent pas mieux**. Il faut pour cela non seulement des efforts d'information vers les citoyens via une autre communication en nature mais aussi des cadres comptables publics et privés réformés. En outre, une éthique globale doit être promue de telle façon que les adorateurs du « veau d'or » soient moins dangereux en influence globale. Des citoyens mieux informés ne « pourront » qu'aider leurs gouvernements à décider de façon moins unilatérale. Cette conclusion (un peu épineuse pour la démocratie actuelle) n'est pas seulement valable pour les pays riches capables de se payer des dérives monétaires importantes mais aussi en termes de gouvernance mondiale. En effet, une non- réponse se marquera par du terrorisme renforcé en potentiel de nuisance car, de plus en plus enraciné dans des inégalités diverses, et une érosion d'éthique généralisée venant de la domination sans partage des idées de certains. **En fait, une non-réponse nuira à l'attraction exercée par l'idée de démocratie libérale partout en lui donnant les emblèmes d'un égoïsme dangereux. Cette conséquence est la plus dangereuse pour le futur car elle reconstruit les fondements de totalitarismes politiques dans le village planétaire.**

177. **Débats d'idées.** Ce qui vient d'être expliqué en termes de dominance d'idées conduit aussi à mettre en lumière la nécessité de promouvoir les débats d'idées économiques dans l'U.E. Aux E.-U. ces débats d'idées font partie de la vie publique. Ce qui ne signifie nullement que ces débats prédisent bien ce qui est en cours⁸⁴. Dans ce cadre, les presses universitaires jouent un rôle actif en ouvrant leurs moyens de diffusion aux porteurs d'idées de façon systématique tout en maintenant en parallèle les publications érudites plus traditionnelles. En outre, elles proposent aux étudiants des anthologies de textes contemporains fondamentaux. Enfin, elles ont encouragé la constitution et la diffusion de revues faites par des universitaires et consacrées aux grands courants intellectuels d'actualité pour le meilleur et pour le pire, de « Critical Inquiry » à « Social Text » en faisant place aux grands débats politiques, académiques ou sociaux. Les presses universitaires sont ainsi devenues des foyers et des relais essentiels pour toute vie intellectuelle ce qui n'est pas le cas dans l'U.E. Ces phrases écrites par M. Pierssens, en 1997 (pour un article du Monde du 30 avril) quand il était directeur de la revue américaine « SubStance » (Université du Wisconsin) et professeur de littérature à l'Université de Montréal sont toujours d'actualité. En plus des débats d'idées indiqués, il convient aussi de mentionner les commissions d'enquête du Congrès américain qui n'hésitent pas à faire venir des personnes de partout du village planétaire pour se faire une opinion. Il n'y a pas d'équivalent dans l'Union européenne. En fait, dans cette union, les débats d'idées économiques sont quasi inexistantes. Les pouvoirs d'investigation des Parlements nationaux sont tout -à- fait sous employés, idem pour le Parlement de l'Union européenne et les presses universitaires n'y jouent pas un rôle actif nourrissant de tels débats. Par conséquent, entre les décideurs publics et les citoyens, il n'y a pas d'intermédiation universitaire comparable à la situation américaine. Les premiers décident donc dans un cadre fermé où sévissent certains, bien abrités, en outre, et les citoyens ne savent pas comment les décisions sont prises. Souvent ceux qui

⁸⁴ Dans l'article « La théorie économique et la construction européenne, J-M Boisson, Monde, premier juin 2005, page VI, l'auteur, directeur de l'Ecole doctorale économie et gestion de l'université de Montpellier-I, le fait remarquer. De nombreux prix Nobel d'économie américains se sont penchés sur la réalité de l'U.E. Ils ont été des oiseaux de « mauvaise » augure tout simplement, les résultats anticipés ayant été complètement différents.

décident en Europe donneront un parfum américain à leurs décisions alors que la pertinence des attentes américaines est questionnable⁸⁵. Les débats américains ne sont pas la preuve d'une vérité descendue sur la terre, ils signifient simplement que les citoyens peuvent écouter les débats d'idées économiques aux E.-U. et y participer donc. Dans l'U.E., les citoyens découvrent la «virginité» de la mariée quand ils sont mariés !⁸⁶

F. Intérêt général : Pratique participative, principes internationaux et nouvelle démocratie.

178. **Pratique participative. Prendre des décisions en faveur de l'intérêt général requiert d' : être conscient qu'il y a un intérêt général, avoir des informations sur un spectre large de questions et, en outre, de bonne qualité et avoir accès aux rouages de la participation démocratique et enfin de vouloir participer.** Ces quatre conditions posent problème. En effet, aujourd'hui, on peut se demander si beaucoup réfléchissent encore en termes d'intérêt général tant la mise en évidence de la liberté individuelle et son corollaire l'intérêt personnel est forte. Elle est au cœur d'un processus de valorisation (médiatisée, en outre) dont il ressort une typologie dangereuse des humains, celle des gagnants face à celle des perdants. Bien sûr, dans ce cadre, il est communiqué voire martelé que tous pourront être des gagnants ou encore en se référant aux E.-U. que tous peuvent devenir riches en poursuivant leurs fins privées. En fait, il ne s'agit que de phrases à portée limitée dont la légitimité universelle est aujourd'hui éclairée par : **une crise environnementale mondiale**, ayant de nombreuses causes dont les égoïsmes individuels de beaucoup profitant des modes de développement de la planète et à l'opposé des faiblesses d'une majorité du village planétaire devant supporter ces modes et, surtout, **un retour vers un religieux comme source de loi**. Eclairage de même nature aussi en cas des maladies humaines apportées par une nourriture de plus en plus marquée par des impératifs de rentabilité à court terme. Fondamentalement, cette légitimité est réduite à rien s'il est tenu compte de la montée **d'externalités**⁸⁷ de toute nature, d'intensité et de temporalité, difficiles à mesurer certes, mais quoi qu'il en soit que tous devront payer.

179. Sous l'éclairage des externalités, le fonctionnement du **marché** ne réalise aucun optimum socioéconomique et donc politique tel qu'avancé par la théorie dominante ou d'équilibre général (Cet équilibre est dit parétien car tous les agents qui maximalisent leur utilité sont satisfaits ; Cet équilibre est donc aussi politique puisque aucun des échangistes n'a intérêt à le rompre). Il **n'est qu'une représentation du monde** (et encore des échanges seulement) **qui lorsqu'elle pose problèmes doit être modifiée**. C'est le cas aujourd'hui. Mais **pour arriver à cette conclusion, les citoyens doivent savoir** (donc aussi être aidés à) **qu'ils vivent dans des représentations faisant paradigmes (créant tant univers cognitif que de pouvoir)**. Or, la plupart d'entre -eux l'ignorent et, en outre,

⁸⁵ Voir note précédente.

⁸⁶ Dans ce cadre, il ne faut pas s'étonner de voir les étudiants américains apprécier d'être interrogés sur les questions d'actualité, alors qu'il s'agit d'un parcours difficile pour l'étudiant européen du fait de la diffusion problématique des informations nécessaires.

⁸⁷ Dans « The Theory of Environmental Policy », Baumol et Oate, Englewood Cliffs, New York, 1975, p.17, les deux auteurs définissent une externalité comme l'influence sur la satisfaction d'un agent économique ou d'un groupe d'agents, via une fonction d'utilité ou de production d'une ou plusieurs variables non choisies par cet ou ces agents sans que cette influence donne lieu à échange ou à compensation monétaire. Historiquement, la notion d'externalités fut introduite par A. Marshall dans ses "Principles of Economics" (1890).

supportent la manipulation de nombre de communications médiatisées biaisées volontairement. L'information du public pose des problèmes. Elle est biaisée en faveur de réactions attendues et/ou gérables. Elle est aussi prêchée avec les langages qui conviennent. Il arrive cependant que de tels verrous sautent : les réactions du public sont alors surprenantes : l'accord "A.M.I." sur les investissements des multinationales benoîtement concocté au sein de l'O.C.D.E. et brutalement arrêté (fin des années 2000) du fait des oppositions publiques le montre. Les protestations contre Seattle (l'O.M.C. : le round dit du Millénium) et celles qui suivent des altermondialistes vont aussi dans ce sens. Les exemples prouvent qu'aujourd'hui, **si l'opinion publique le veut, en s'informant et s'organisant au niveau mondial, elle peut obtenir une autre organisation de la mondialisation.** Elle doit cependant **rester mobilisée pour obtenir les changements requis** sinon **rien ne se passe** (affaire Dutroux en Belgique: marche blanche puis plus rien ou plus précisément un procès en 2004 laissant beaucoup d'ombres myrteuses). Tout ceci demande du **courage face aux pouvoirs en place partout avec des risques encore dans certains pays. De façon générale, cela demande un chemin de vie davantage marqué par l'apprentissage de la Conscience d'Être que par l'Illusion de l'Avoir individuel (l'adoration du veau d'or).**

180. **Principes internationaux.** Ce n'est pas **l'intérêt général explicite (i.g.e.) qui fonde les accords internationaux contraignants.** Le plus généralement, en effet, c'est le droit de la concurrence qui s'applique a fortiori quand est martelée l'idée que la concurrence rend les marchés efficaces et donc favorise l'éclosion d'un équilibre général et plus encore d'une société selon le marché. Le droit de la concurrence définit des situations générales auxquelles il y a certes des exceptions dont l'i.g.e. mais dont il faut sans cesse démontrer la pertinence, c'est-à-dire que le marché ne peut mieux faire. Il en est ainsi des traités européens même si la modalité de service universel est reconnue dans celui d'Amsterdam et depuis. Il faut aussi mentionner les principes fondateurs des organisations internationales. Le GATT ou l'O.M.C. sont établis sur la clause de la nation la plus favorisée laquelle exige une égalité de traitement entre produits similaires provenant de différents pays. En vertu de cette clause, des politiques peuvent être pénalisées, et dans ce cadre, il peut y avoir quelques surprises. A titre d'exemple, l'O.M.C. a pu dénier à l'U.E. le droit d'appliquer une politique de coopération spécifique vis-à-vis des pays ACP en achetant prioritairement leur banane en arguant du fait qu'une banane est une banane quelle que soit son origine et donc que la clause indiquée s'appliquait.

181. **De façon générale, tant les principes fondateurs que le droit régnant au niveau international permettent que de nombreuses décisions nationales soient qualifiées d'obstacles au commerce.** Les questions de santé publique induites par des marchandises controversées : les OGN (organismes génétiquement modifiés) ou encore suspectes, le bœuf britannique tout un temps, le montrent. La domination est encore renforcée quand des pays dominants prennent la concurrence comme plaidoyer unique (les E.-U., les élites mondiales). En fait, au niveau international, la « marchandise » ou plutôt sa culture et donc ses intérêts domine tout, toutes les valeurs ! En outre, on constate actuellement que les organisations internationales défont les souverainetés dites nationales (car organisées par les Etats et centrées plutôt sur ces derniers donc sur leurs intérêts que sur les Nations) souvent sans que les Nations soient consultées, alors que les Etats l'ont été et même lorsqu'elles le sont, elles ne sont encore que très mal informées. Une très bonne

illustration de cette assertion peut être trouvée dans un des dossiers du Gresea (bibliographie) spécialement consacré à l'O.M.C. Les débats en France sur la constitution européenne le montrent aussi. En fait, ce qui se passe en France révèle une situation plus générale à l'égard de l'U.E. : un sentiment important des citoyens que des tournants importants ont été décidés sans eux. Si partout des consultations populaires avaient lieu il n'est pas certain (i) qu'une majorité de citoyens iraient voter et (ii) que les votants diraient oui. L'Espagne montre que le Oui l'emporta mais pas avec une majorité de gens s'étant déplacés (80% de oui mais sur largement moins de 50% de votants). Quant à la France et au Pays-Bas, le nom l'a emporté avec de fortes participations des citoyens.

182. **Nouvelle démocratie.** L'évolution vers la perte de souveraineté étatique nationale pour le plus grand bien de quelques-uns seulement peut être modifiée si les citoyens du monde s'organisent : les protestations contre l'A.M.I. ou Seattle et après le démontrent (quoique partiellement seulement dans ce cas). **Pour certains, il est peut-être assisté à une recomposition d'une société politique internationale à l'horizontale** du fait de : la globalité des problèmes posés et des acteurs engagés, la perte de puissance d'action (et de réflexion et d'éthique) des organisations verticales que sont les Etats, la "découverte" des illusions entretenues entre souveraineté nationale et préséance étatique ou encore intérêts de la Nation et de l'Etat. **Pour d'autres, quoi qu'il en soit, une autre voie de solution se présente la naissance d'un nouveau Moyen Age rassemblant des régions autonomes et qui serait la fin des Etats- nations, responsables d'avoir négligé trop la Nation au profit de l'Etat.** Ce courant est très présent dans l'Union européenne. Généralement, il conduit des régions riches à vouloir se délester des autres au motif de comportements vertueux faisant identité nationale face aux autres. En somme des réunions de « fourmis » contre des « cigales » si l'on pense à la fable de La Fontaine. Il est donc communiqué sur un Moyen Age « enluminé » comme une bible alors qu'il est une période de construction d'unité (chrétienté, pouvoir politique face à l'Eglise et aux féodaux, montée de la Nation) et de montée de nouvelles classes (bourgeoisie liée aux villes montantes et élites aux universités en développement).

183. C'est donc dans le cadre de nombreuses et intenses contraintes pesant sur les choix démocratiques que la crise de l'emploi, défi majeur aujourd'hui à la croissance et la cohésion sociale, qui a surgi après les chocs pétroliers, s'est étendue dans les économies de marchés, en marquant certaines plus que d'autres, soit l'Europe plus que les E.-U. Les E.-U. comparés à l'Europe ont répondu au défi de l'emploi par **quatre axes d'action économique liée**, à savoir: **une déréglementation générale et destruction des monopoles avec une privatisation accrues des responsabilités; une flexibilité accrue des marchés des facteurs et des produits, de tout ce qui est l'entreprise ensuite avec une externalisation de plus en plus continue de ce qui est nécessaire à la création de sa valeur; des évolutions technologiques dans l'univers de l'information et de la communication d'abord, dans l'univers du vivant ensuite et enfin une maîtrise des dépenses publiques (qui fut en fait une marche du surplus vers le déficit) suivies d'une utilisation ciblée de celles-ci débouchant sur un énorme déficit. Ces axes ont été complétés par un cinquième de stratégie géopolitique. Les quatre axes sont** concrétisés aujourd'hui par quatre composantes majeures,

pilliers de la croissance économique dite « rentable »⁸⁸ encore aujourd'hui malgré les affaires et la crevaison de bulles spéculatives y associées (voir plus haut), à savoir :

- **les technologies de l'information et des communications;**
- **l'ensemble regroupant la propriété intellectuelle (les brevets, les copyrights, les noms déposés, les marques), les services financiers, les conseils aux entreprises, la publicité, les marchés financiers, la santé et l'éducation;**
- **l'ensemble regroupant les bibliothèques et les banques de données économiques** ainsi que **l'audiovisuel et les jeux vidéo ;**
- **l'ensemble regroupant les biotechnologies, les bibliothèques et les banques de données traditionnelles et l'industrie pharmaceutique.**

184. L'axe de stratégie géopolitique ad hoc est concrétisé par des accords commerciaux types (A.L.E.N.A., G.A.T.T., O.M.C., A.M.I., ...) visant à organiser économiquement le village global, renforcé pour la pratique d'une diplomatie privée. Les accords internationaux cités sont, dans le chef des opérateurs américains, tous fondés sur une conception offensive (guerrière) de la sécurité (puissance) économique. Ils sont des éléments **d'une stratégie globale d'Imperium qui est substituée à une réflexion sur une responsabilité de leadership**. Le volet public de cette stratégie est l'organisation mondiale des changements en cours partout dans le village planétaire au profit des E.-U. et d'élites mondiales y trouvant intérêt. Dans le cas américain, il est renforcé par la pratique d'une diplomatie privée. De même que les grandes multinationales américaines se dotent à l'occasion de conseillers militaires issus du Pentagone, elles disposent d'une para diplomatie, recrutant dans le vivier des anciens des administrations mis sur la touche par la réduction d'effectifs du fait des coupes budgétaires opérées depuis la fin de la guerre froide (redéploiement de la diplomatie d'Etat surdimensionnée). Grâce à une bonne connaissance des hommes-clés, il est alors facile de pousser les intérêts américains. Les Etats-Unis disposent ainsi d'une capacité de domination, facteur de croissance potentielle, à la fois souple, polymorphe et adaptée à la région du monde choisie selon leurs intérêts. Cette stratégie leur permet aussi de conduire une entreprise de normalisation mondiale (américanisation) sur de nombreux fronts. L'imperium des Etats-Unis est d'autant plus fort qu'il est sans contrepoids actuellement. Parfois l'Europe voudrait bien mais cela ne débouche pas sur une politique de défense intégrée. Or, on ne peut vouloir être un acteur global sans une capacité d'intervention venant d'une industrie intégrée de la défense même quand on comprend que la guerre n'est pas une bonne réponse dans l'absolu. De tout cela, il résulte aujourd'hui une économie américaine dynamique en tendance dont certains résultats macro-économiques de croissance, de profit, d'inflation et d'emploi sont communiqués de façon presque insolente (en valeur et en durée) face à ceux de l'U.E. Cette réussite a toutefois lieu dans le cadre d'une distribution des revenus du travail de plus en plus tendue entre ceux qui ont des salaires élevés et les autres. Cette tension explique que pour maintenir leur pouvoir d'achat les salariés américains travaillent plus d'heures que ceux de l'U.- E. Il n'y a nulle vertu américaine face à l'union dans ce cadre. En outre, les salariés n'ont guère eu le choix, beaucoup d'entreprises ayant développé des stratégies d'heures supplémentaires systématiquement depuis la récession des années 80. En plus, ils détiennent naturellement des actions ce qui les fragilise quand le climat boursier pose problèmes. Or, c'est le cas depuis le dégonflement de la bulle spéculative due à Internet et sa galaxie d'activités. Pour

⁸⁸ Ce qui n'empêche pas les gouvernements de continuer à donner des subventions à d'autres secteurs (dans l'industrie et l'agriculture) pour des motifs électoraux et sociaux.

retrouver des revenus en dehors des salaires de nombreux ménages se sont lancés dans l'immobilier, en Europe aussi, d'où une bulle spéculative à nouveau. Pour cela ils se sont endettés au point d'être incapables de rembourser les emprunts chers et vicieux « concédés ». Leur endettement pèse actuellement sur la croissance américaine. Dans ce cadre, beaucoup d'analystes regardent la croissance chinoise avec plus d'attention qu'hier car cette croissance tire celle du monde. En plus de l'endettement des ménages, il convient toutefois d'ajouter que la croissance américaine est aussi nourrie par un niveau d'endettement (public et des comptes extérieurs) sans précédent qui aurait été fustigé et même plus que cela pour toute autre économie que celle des Etats-Unis. Jusqu'aujourd'hui la position de réserve ultime du dollar explique ce privilège. Et enfin, malgré, l'affaire « Enron » nombreux sont les comptes des entreprises privées qui posent problème. Mais quoi qu'il en soit, la communication continue de mettre en avant la réussite américaine.

185. La « réussite » américaine avec la médiatisation qui « s'impose » et la « coopération » d'acteurs européens n'est pas sans poser problème à l'U.E. laquelle a pourtant copié les E.-U. en termes de déréglementation et destructions des monopoles publics et de poussée de la flexibilité des marchés celui du travail spécialement et s'efforce, en outre, de conduire systématiquement des politiques d'encadrement concurrentiel (maîtrise des coûts des facteurs de production, de leur disponibilité et qualité; coordination améliorée des politiques conduites et systématisation de celles-ci, mise d'accent sur l'adéquation entre modèles de gouvernement de l'entreprise et performances de celle-ci). En outre, l'Europe a réduit systématiquement ses déficits publics comme les Etats-Unis le recommandaient avant de faire le contraire. La gêne face aux résultats américains est d'autant plus forte qu'il est fait référence à l'emploi - aux E.-U. « on créerait des emplois à long terme » alors qu'en Europe « on en détruirait » - ou encore à la création des revenus, paradoxalement dans ce dernier cas puisque la distribution des revenus se tend partout l'avantage restant à l'Europe. Avec une telle communication biaisée car la réalité européenne est infiniment plus nuancée⁸⁹, certains mettent alors en avant des vertus absolues de l'économie américaine dont ses capacités de changement donc aussi innovation faisant culture. En définitive, ces vertus feraient la différence avec l'Europe. C'est cette différence qui a conduit les autorités européennes lors des sommets de Lisbonne (2000) et Barcelone (2002) à s'engager en faveur des dépenses de R&D et d'innovations comme aux E.-U. et à vouloir résoudre la crise du sous-emploi dans ce cadre. Or, la différence entre les deux continents pose tout un ensemble de questions qui ne se résument pas aux dépenses indiquées. Cet ensemble a été mis en évidence dans les études de l'auteur consacrées au déficit de Lisbonne (2003) et à l'âge des connaissances (2005)⁹⁰. On retiendra surtout que la mise sur le marché d'une monnaie unique forte obligeait à faire jeu égal en termes de profit avec l'économie américaine dopée par les attentes sur les T.I.C. Les gains de productivité du travail dans l'U.E. devaient donc d'abord rémunérer les actionnaires à engagements financiers constants avant d'aider à baisser les prix, relever les salaires réels et financer de nouveaux investissements. Il aurait donc fallu beaucoup de flexibilité du travail, plus peut-être qu'aux E.-U., pour créer des emplois dans ce cadre. En plus, il aurait fallu des politiques de soutien à la demande comme aux E.-U. Et aussi, il fallait se pencher sur la question des potentiels d'innovations des

⁸⁹Cette thématique est abordée par l'auteur dans « L'âge des connaissances.. », bibliographie.

⁹⁰Voir deux recherches de l'auteur : « Sapien sapiens » et « L'âge des connaissances », bibliographie.

entreprises⁹¹. En un mot, la réalité européenne était infiniment plus nuancée que la communication sur les performances comparées de l'U.E. Dans ce cadre, le chapitre qui suit complète l'analyse en étant consacré au fait culturel en Europe, négligé dans les études indiquées.

G. Synthèse partielle.

186. **Partout dans les démocraties libérales règne une crise de confiance des citoyens dans leurs personnels politiques et les institutions qu'ils gèrent. Les raisons sont multiples**, elles tiennent notamment au : (à) contexte d'incertitude et de controverses d'émergence des décisions publiques importantes à long terme par exemple pour l'industrie ou encore l'énergie, la santé publique et le développement durable du fait de la dépendance à l'égard d'une expertise extérieure tendant à faire pouvoir ; cette expertise est un véritable pouvoir européen constitué face aux gouvernements, nations, en ce qui concerne la politique monétaire ; une fragmentation poussée des décisions du fait d'une décentralisation organisée (en fait plus obligée qu'organisée de façon paisible) mais dans un cadre d'affaiblissement de leur mise en système impliquant organisation de qualité et recherche de cohérence d'ensemble ; un pilotage d'ensemble des décisions selon des critères faisant « communauté » soit selon la concurrence généralement mais trop réductionnistes alors particulièrement sur le plan de la cohésion sociale et culturelle, pilotage qui débouche alors naturellement sur des corrections suivant du clientélisme ou encore des coalitions essayant d'être incontournables ; la montée en importance du régime des partis, soit de partis politiques trop centrés sur leurs intérêts de survie et des intérêts de certains groupes bénéficiant de conditions favorables pour faire passer leurs idées et enfin la difficulté de traduire l'intérêt général dans les décisions internationales ou supranationales du fait de la nature des principes retenus dans les engagements y relatifs et de la faiblesse d'acteurs politiques chargés de relayer l'intérêt général.

H. Les citoyens face au religieux.

1. Contexte historique.

187. La baisse de confiance en les hommes politiques et les institutions qu'ils gèrent a lieu dans un contexte marqué par le retour du religieux⁹² que certains préfèrent appeler spiritualité ce qui n'est pas gênant dans ce texte. Ce retour n'est pas surprenant dans des sociétés de religion dite sécularisée⁹³, en outre, fortement marqué par un progrès laïc, qui fait peur à beaucoup, bien qu'ayant des traits de transcendance (voir chapitre XVI). Historiquement, le leadership politique a été coulé dans des moules religieux qui, par effet d'héritage, rassuraient et aidaient à mobiliser avec la même ardeur. Le leadership du passé a aussi été utilisé pour vendre notamment quand protéger les industries nationales des importations étaient encore

⁹¹ Cette question cruciale est abordée dans la recherche de l'auteur déjà citée « L'entreprise face à la mondialisation-globalisation... », bibliographie.

⁹² L'histoire enseigne que ce n'est pas la première fois qu'un tel retour a lieu. En outre, il ne marque pas la modernité seulement. Dans l'Antiquité, un tel scénario a eu lieu, par exemple, à la période hellénistique.

⁹³ Le terme vient du monde anglo-saxon. A l'origine, le mot désigne l'appropriation par le pouvoir civil des biens ecclésiastiques. Ensuite selon le sociologue américain Peter Berger, il signifie un « processus par lequel des secteurs de la société et de la culture sont soustraits à l'autorité des institutions et de symboles religieux ». Voir l'ouvrage de ce dernier : « La Religion dans la conscience moderne », P. Berger, Paris, Le Centurion, 1971.

relativement faciles. Par conséquent, les gens ont toujours vécu dans des moules de leadership non vides. Ils ne sont pas habitués à un vide de cette nature. **Quel est le contexte du retour du religieux ?**

188. **De la révolution française (1789) au mur de Berlin (1989) : un contexte de fin d'histoire.** Après la révolution française, la rationalité d'une transformation **sociétale** allant vers moins d'inégalité dans les revenus et une distribution institutionnalisée a progressivement modifié les institutions, les droits et les responsabilités en Occident dans un cadre marqué par des combats religieux et politiques, des exhortations religieuses à changer (avec des encycliques) la naissance de nouveaux acteurs politiques fondant des partis légalisés et le droit de vote reconnu à chacun selon une modalité : « un homme, une voix ». Au XXe siècle, le développement du salariat à titre permanent et les accroissements de productivité du travail ont donné les conditions économiques à la transformation sociale sous revue. Après la seconde guerre mondiale, en émerge en Europe dite occidentale une démocratie libérale qui a vaincu les démons du nazisme et du fascisme avec l'aide des E.-U. et de l'U.R.S.S. Le prix est d'environ 60 millions de morts et une mémoire marquée par des camps de concentration et d'extermination. Marque d'autant plus douloureuse que suit une guerre froide. Dans ce cadre, un rideau de fer tombe sur les peuples de l'Est européen en plus de la Russie caractéristique d'un régime totalitaire socialiste basé sur une utopie égalitariste utilisant pour mobiliser son groupe cible, les travailleurs d'usine, la valorisation collective d'un changement de pouvoir faisant disparaître leur aliénation par des capitalistes les ayant transformés en prolétaires, une valorisation individuelle d'apparatchiks et un outillage de peur : police politique et goulag en interne et un complexe militaro-industriel puissant en externe. Ce rideau se lève progressivement dans les années 80 (Pologne, Hongrie) et, de façon définitive, avec la chute du mur de Berlin en 1989.

189. Dans le cadre qui précède, pour certains dont le très connu Fr. Fukuyama, une fin d'histoire⁹⁴ arrive quand la démocratie libérale conquiert les zones mises sous rideau tout comme la plupart des pays du village planétaire. Ce serait par conséquent la fin des idéologies sociétales à tout le moins puisque les transformations de la société seraient achevées. Elles céderaient la place à celles qui sont personnelles. Ce serait le message à retenir de la chute du mur de Berlin. Plus précisément, les idéologies sociétales de transformation seraient mortes sous les résultats de l'économie de marché dont sa puissance de dépenses militaires. C'est le slogan majeur qui a été dit pour fêter feu D. Reagan (l'homme qui a mis fin à l'Union soviétique). Il faut dire que la stratégie américaine face au bloc de l'Est « demandait » cette puissance afin de maintenir un équilibre militaire, scientifique et industriel, de favoriser un endiguement des influences de l'Est et de « prodiguer » une dissuasion nucléaire, les trois piliers de la géostratégie américaine après la seconde guerre mondiale. Avec la chute du mur de Berlin, il y aurait donc comme une fin de l'histoire : la démocratie libérale étant en bonne passe de conquérir le village planétaire. Dans ce cadre, une paix globale par les échanges serait **envisageable** car les démocraties interdépendantes sur le plan économique ne se feraient pas la guerre facilement ainsi qu'Aristote le disait déjà !

190. A noter que la stratégie américaine a changé en fin de XXe siècle. La nouvelle position choisie est i) d'être capable d'intervenir dans le village planétaire quand les

⁹⁴ Cf. bibliographie.

intérêts américains sont menacés mais ii) sans préciser comment apprécier la menace. Pour cela, il faut des armes et surtout un monopole technique et scientifique d'où les augmentations de budget à cet effet. Il y a aussi un dit celui d'une liste d'états « désignés » et qui ont tout à craindre à moins qu'ils ne coopèrent. La position américaine est-elle dangereuse ? Ou encore y –a-t-il plus de raisons d'intervenir que dans le passé ? Oui, si l'on n'est pas attentif à **une autre conquête du village planétaire que celles du marché et de la démocratie libérale: celle de la religion et que l'on souscrit à la thèse du choc vraisemblable des civilisations ou plutôt des religions sous la communication de certains dont le très connu S. Huntington ! Le danger vient en fait d'un renversement de dominance entre la loi et le prescrit religieux favorable à ce dernier. Il a lieu dans un village planétaire à la recherche d'universalités partagées sous diversité et adversité mal pilotées.**

191. **Emancipation individuelle religieuse.** Historiquement, la transformation des sociétés vers la démocratie libérale en Europe s'est opérée avec une émancipation religieuse de l'individu face aux Eglises laquelle est partout présente quoique avec des modalités spécifiques. Cette émancipation ou conquête de la liberté intérieure vient de la Renaissance. Elle a été poussée lors de l'émergence du protestantisme (Luther) selon lequel chacun a le droit d'interpréter la Bible mais pas de contester la puissance des princes. La liberté d'interprétation religieuse a pour cadre technique l'imprimerie laquelle va permettre la diffusion en langues vulgaires de la Bible. L'émancipation religieuse est complétée au siècle des Lumières (XVIII^e siècle) par une autonomisation de l'individu à l'égard de l'avenir et de Dieu dans la mesure selon laquelle des croyances disent que celui-ci le détermine. L'individu utilise sa raison et donc les savoirs induits ou la science, il a conscience de lui et de la nécessité de produire la justice sociale. Dans ce cadre, l'humanité est en marche vers le progrès, évolutif selon Darwin, elle n'a plus besoin d'illusion religieuse. Cela conduira des penseurs pendant deux siècles à expliquer la fin des religions au motif d'aliénation intellectuelle chez A. Comte ; -anthropologique pour Feuerbach ; - psychique chez S. Freud et socio-économique pour Marx. Nietzsche dira et qui plus est que Dieu est mort dans son « Gai Savoir » tout en ayant des doutes de devenir sur la civilisation européenne. En fait, toutes ces morts annoncées sont fausses. Ce sont des croyances y relatives qui sont mortes. Donc parler du retour du religieux ou de la mort de Dieu n'est qu'une image de communication.

192. Malgré des tiraillements et la naissance des Eglises protestantes, l'Eglise de Rome (tout comme celle des orthodoxes) est restée marquée par le dogme. Au XX^e siècle, le pape Jean Paul II a réaffirmé le rôle de l'Eglise catholique dans l'interprétation de la Bible : celle –ci dit la vérité pour les catholiques mais cette vérité est non extraite littéralement du texte toutefois. L'Eglise en dit l'esprit et non la lettre. C'est la raison pour laquelle elle conserve un magistère de vérité. Au XX^e siècle, l'émancipation religieuse de l'individu va croître dans toutes les Eglises, les croyants retenant des unes et des autres des éléments faisant carte personnelle et les complétant même d'ajouts extérieurs, du bouddhisme, par exemple. Les sociétés riches baignent donc plus dans une religiosité personnelle que collective laquelle ne les protège pas de rechercher plus d'efficacité de transformation personnelle en entrant dans des **sectes**.

193. **Sectes.** Celles-ci sont partout nombreuses et des manipulations cruelles ont cours. A remarquer que les candidats attendus ne viennent pas en ordre majeur des classes pauvres : **ce sont des cadres et des intellectuels qui y entrent en force pour trouver une nouvelle lisibilité soit plus de sens à leur vie d'abord.** Ils sont alors d'autant plus appréciés que leurs influences voire leurs réseaux servent d'où la difficulté de lutter efficacement contre les sectes du fait de leurs appuis. En effet, les sectes mettent en avant leur puissance de solution générale par **transformation collective globale (une forme d'universalisme) pourvu qu'elles soient aidées.** A l'instar du marché, l'égoïsme des intellectuels servira l'intérêt général. Sous cet angle, les sectes communiquent comme d'autres avant elles dans le passé. Dans ce cadre, elles produisent une valorisation individuelle de type « groupe élu ». En effet, l'entrée dans les sectes sanctionne implicitement et puis explicitement l'abandon d'une recherche personnelle pour l'adhésion à un modèle et pour renforcer cette perte de libre examen, les candidats sont valorisés comme « élus » voire initiés d'un nouvel univers existentiel et cognitif. Les sectes savent aussi utiliser les images des artistes, des **acteurs** par exemple et à l'évidence les réseaux qui supportent ces artistes. Le cas le plus récent à ce jour est celui de Tom Cruise auquel le journaliste anglais Andrew Morton (bibliographie) vient de consacrer un ouvrage qui provoque c'est le moins que l'on puisse dire.

194. **Loi et prescrit religieux.** L'émancipation religieuse de l'individu qui débouche sous une religiosité personnelle au XXe siècle suit une longue période où l'indépendance entre les pouvoirs politiques et religieux est réalisée au profit du pouvoir politique. Quels que soient les cheminements des divers pays pour y parvenir, il finit par en découler une dominance de la loi sur le prescrit religieux. La religion rentre dans la sphère privée. Elle devient une éthique personnelle et cesse d'être la morale légalisée (un universalisme protégé) d'une collectivité institutionnalisée. Elle est dite sécularisée. Dans le cadre de cette évolution, dans certains pays, la religion a perdu son monopole en cessant d'être religion d'état (les pays latins), dans d'autres elle le reste mais sous une homéopathie de pouvoir (les pays protestants). Dans ce cadre, la révolution française a marqué la sécularisation d'une page d'opposition entre le pape et la République dont sort le régime de la laïcité institutionnelle dit à la Française⁹⁵. Ce régime conserve toujours une petite connotation antireligieuse. Un régime de laïcité institutionnelle caractérise aussi la Belgique (catholique), les autres pays catholiques ayant un régime de concordat, et les Pays-Bas (protestants). L'Allemagne est officiellement biconfessionnelle et l'Angleterre a une religion établie tandis que les autres pays protestants ont des

⁹⁵ Les révolutionnaires ont voulu nationaliser les biens du clergé et fonctionnariser les clercs sur le modèle de nombreux pays protestants. En contrepartie, ils entendaient maintenir la position dominante du catholicisme et ils garantissaient la liberté de culte et de conscience. Le pape refusa la nationalisation et la fonctionnarisation lesquelles auraient consacré une église nationale autonome à l'égard de l'autorité romaine. Il s'ensuivit une rupture avec la France et des mesures vexatoires à l'égard de l'Eglise en France. Par la suite, l'Eglise fut mise dans le camp de la « Contre-révolution » et les révolutionnaires ne pensèrent pas pouvoir maintenir les conquêtes de la révolution sans désarmer l'Eglise. L'état de guerre va culminer au milieu du XIX e siècle, chaque belligérant alimentant les réactions de l'autre. A la fin du siècle, une série de lois consacrent la rupture : lois scolaires de 1880 et loi de séparation de l'Eglise et l'Etat de 1905 à laquelle des modifications furent apportées plus d'une fois depuis lors. Elles sont prises dans un contexte de grande violence. En 1946, la Constitution de la V^e République affirme de façon explicite le caractère laïque de l'Etat français qui assure la liberté de conscience et garantit le libre exercice des cultes... Ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte (articles 1 et 2). **La laïcité à la française compte tenu de ce qui vient d'être rappelé a conservé une connotation antireligieuse.** On l'a bien vu lors des débats sur le foulard islamique qui conduisirent le gouvernement à préciser la laïcité par une nouvelle loi au début du nouveau millénaire. Mais peut-être actuellement en 2008, la France est-elle entrée dans une période plus paisible au vu des réactions modérées aux discours du président nouvellement élu au Vatican et en Arabie saoudite en 2008.

églises officielles. Dans ces pays, les citoyens paient un impôt religieux et la rémunération du clergé et les services religieux sont pris en charge par l'Etat. En fait, dans de nombreux pays à l'exception de la France et de la Belgique, la sécularisation est un état qui a fini par s'établir sans affrontement majeur entre le politique et le religieux. Dans ce cadre, **la situation des E.-U. est un peu particulière.** Elle surprend profondément A. Tocqueville (De la démocratie en Amérique, GF, réédité en 1981). En effet, il y a séparation des Eglises et de l'Etat mais dans un cadre général de partage par tous de **représentations et valeurs religieuses faisant aussi partie de l'identité américaine.** Elles font un liant social puissant. Elles sont comme une religion civile. La meilleure mise en lumière en est donnée par J-P. Willaime disant : « Cette dimension religieuse publique comportant un ensemble de croyances, de symboles et de rites, par lesquels les E.-U. expriment leur identité nationale en référant à leur histoire et leur ordre sociopolitique à une dimension transcendante.⁹⁶ » Pouvoir et religion sont explicitement soit sur le plan politique séparés aux E.-U. mais implicitement unis dans l'identité américaine. **Sous ces éclairages, les visions de la laïcité en France et aux E.-U. sont très éloignées.**

2. Islam et E.-U.

195. **Le retour du religieux : la peur extérieure ou de l'islam.** A la fin du XXe siècle, on assiste à un retour du religieux au motif de transformation de la société et surtout que tout ce qui y arrive paraît manqué de sens pour des élites déboussolées par tout ce qu'elles ont communiqué sur le progrès (pour plus de détails voir chapitre XVI) qui a désenchanté le monde pour beaucoup de citoyens. Pour retrouver capacité de lecture et d'action, il faudrait changer les priorités. Mais comment le faire communiquer par des hommes politiques marqués par une baisse de confiance des citoyens et de même les institutions qu'ils gèrent ? Ou encore comment les élites pourraient-elles le communiquer alors qu'il leur est difficile de reconnaître qu'elles ne lisent plus ou plus précisément qu'elles aussi ne comprennent plus ? Certains proposent alors d'imposer des priorités conformément à des choix religieux en « éclairant » la religiosité diffuse, par exemple, en communiquant sur des faits culturels et des valeurs d'héritage. **Tous les pays sont touchés même si certains semblent plus atteints du fait que l'islam y domine et aussi dans ce cadre que la communication qui résonne chez les autres prend cette dominance comme « leitmotiv de peur ».** Or, la modification de l'indépendance entre les pouvoirs et les obligations légales : les prescrits religieux redevenant source de lois, qui est opérée dans ces pays, ne peut causer problème aux autres que si elle remet en cause le dialogue entre les Etats et partant l'équilibre géostratégique du village ou remet en cause l'équilibre interne des autres pays. Or, la dominance de l'islam n'est pas neuve dans certains pays avec lesquels ont pourtant lieu des échanges, investissements, etc. Le meilleur exemple est l'Arabie Saoudite. En outre, dans les pays riches, le retour du religieux a aussi lieu même s'il n'est encore que marginal via les sectes. Mais il y a cependant le cas des E.-U. où une réaffirmation des valeurs religieuses faisant identité nationale est en cours.

196. **Le religieux aux E.-U.** Une religiosité personnelle forte faisant identité nationale a toujours existé dans ce pays où, à la différence de l'Europe, la frontière

⁹⁶ Voir son ouvrage : « Les religions civiles », in F. Lenoir et Y.T. Masquelier, Encyclopédie des religions, tome II, Paris, Bayard, 2000.

est floue entre églises et sectes (la constitution américaine met plus l'accent sur la liberté d'expression en général que sur celle ayant trait à des cultes reconnus à l'instar de l'Europe). Mais, actuellement, elle bénéficie d'une communication publique plus nette et plus continue via la publicité donnée à certains dires et comportements du Président. Cette communication semble correspondre à l'opinion de nombreux citoyens américains ainsi que le tableau qui suit le montre.

197. Tableau 6 : **Les opinions des américains selon les affiliations religieuses (% des sondés)**, source : « **Pew Forum on Religion and Public Life** », mars-mai 2004.⁹⁷

Légende: Opinions proposées.

1 : La religion est importante pour la pensée politique.

2 : Les groupes religieux organisés doivent rester en dehors de la politique.

3 : Le gouvernement doit aider les désavantagés.

4 : Les E.-U. doivent soutenir Israël contre les Palestiniens.

5 : Lutter contre le sida dans le monde doit avoir une priorité élevée.

6 : Etre en faveur du mariage classique (par opposition à l'union civile ou au mariage des homosexuels).

7 : Etre en faveur des droits des homosexuels.

Affiliation religieuse	Opinions proposées						
	1	2	3	4	5	6	7
Protestants évangélistes							
Traditionalistes	81	25	52	64	53	89	36
Centristes	41	43	57	45	61	67	50
Modernistes	21	53	62	28	68	42	63
Protestants							
Traditionalistes	56	35	56	43	61	72	44
Centristes	29	49	47	34	61	44	62
Modernistes	15	61	55	22	68	29	73
Protestants latinos	51	40	65	37	76	71	47
Protestants noirs	57	35	60	24	81	72	40
Catholiques							
Traditionalistes	50	38	52	43	59	71	51
Centristes	22	53	59	30	60	52	39
Modernistes	12	64	53	23	72	20	83
Catholiques latinos	40	40	60	25	77	52	61

Selon ce tableau, une majorité de protestants évangélistes, de protestants traditionalistes, de protestants latinos et noirs et de catholiques (pas les latinos) est en faveur d'une liaison entre la religion et la pensée politique (opinion 1) et d'une intervention directe en politique (opinion 2) à l'opposé des modernistes. De même le premier ensemble affirme des valeurs classiques en cas de mariage et est peu favorable aux droits des homosexuels à l'opposé des

⁹⁷ Information du Special report : « American Values », The Economist, 13 novembre 2004.

modernistes. Les centristes sont sociaux, plutôt tiers-mondistes et classiques en termes de mariage et seulement un peu moins contre les droits des homosexuels que les traditionalistes. Ils sont moins que les modernistes mais plus que les traditionalistes opposés à une intervention des groupes religieux organisés dans la politique. Les protestants latinos, noirs et les catholiques latinos sont très sociaux et tiers-mondistes. Ces derniers le sont un peu moins que les premiers mais ils sont plus en faveur des mêmes droits pour chacun sans discrimination de sexualité. Ce sont toujours les traditionalistes dont les évangélistes qui prônent le soutien des E.-U. à Israël contre les Palestiniens. Incontestablement, la religiosité diffuse a été utilisée aux E.-U. lors des dernières élections. En fait, ce sont les valeurs religieuses qui ont fait basculer l'électorat en faveur de G.W. Bush.

3. Débats.

198. **La peur intérieure.** C'est dans le cas de la remise en cause de l'équilibre interne que l'on comprend mieux les débats qui ont eu lieu afin de savoir s'il fallait affirmer des valeurs religieuses dans le texte de la constitution européenne. La réponse fut que toute affirmation explicite serait exagérée et même nuisible au vu des apports divers dont l'Europe avait bénéficié dans son histoire. De même c'est dans ce cadre que la position de la France face au foulard islamique posa problème, la crainte étant qu'il soit plutôt islamiste et qu'alors il ne pousse en avant le retour (toujours marginal) du religieux face à la loi refaisant surgir les « crispations du passé ». Où cela ? Dans les lieux publics soit où une société communique naturellement sur ce qu'elle est pour tous ou encore en plus petit dénominateur commun. C'est bien cet équilibre délicat (et aussi la peur du passé) qui a conduit à affirmer en Belgique que la loi ne pouvait réduire l'expression de la liberté religieuse garantie par la Constitution et donc à accepter le foulard sur l'espace public. Le retour du religieux pour transformer globalement la société via une modification de source légale est un débat qui ne sera jamais clos. Aujourd'hui, il faut y consacrer du temps de réflexion car, dans ce cadre, certains en appellent aux meurtres d'autres, il n'y a pas que des Islamistes qui le font, des gurus de sectes diverses y contribuent aussi. Et dans le passé de l'Occident chrétien, cet appel a aussi retenti, le défunt pape en a demandé pardon il y a quelques temps, l'ancien Président de la République française aussi pour l'Etat de Vichy. C'est aussi dans cet Occident que « Mein Kampf », projet d'un « Armaguédon » fut appliqué par des soldats dont la boucle du ceinturon disait la confiance en Dieu ! Ne savait-on pas que des génocides étaient en cours ? Le silence qui s'est déchiré peu à peu depuis les camps de concentration et d'extermination répond que plus d'un savaient et pas des moindres puissants !

199. **Projet de recherche d'universalité.** En fait, **une réflexion globale sur la recherche d'universalité s'impose dans les pays de démocratie libérale au risque sinon de ne plus être en mesure d'y protéger l'identité civile⁹⁸ de la personne.** En effet, le risque est de protéger plus l'individu, en tant que membre d'une communauté ethnique, religieuse ou autre qui doit donc en conquérir les droits qui rejaillissent sur ses membres, et de moins en moins en tant que personne libre de toute appartenance. **Dans ce cadre, il y a un double défi, à savoir : celui de l'identité civile et celui de la personne qui la porte.**

⁹⁸Voir dans ce cadre, « La république enlisée », Pierre-André Tanguieff, éditions Des Syrtes en 2005.

200. **Identité civile.** L'évolution historique qui a eu lieu en Occident a progressivement doté la **personne** humaine (référence religieuse) du plus humble de droits inaliénables et à respecter par le pouvoir politique parce que découlant de ce statut de personne. Dans le passé, cette humble personne selon le christianisme passa, en effet, sur le plan politique de serf d'un « noble », chrétien du pape, sujet d'un monarque à citoyen d'une république ou d'une monarchie constitutionnelle et sur le plan économique et social de celui de paysan ou d'ouvrier de corporation à celui de pauvre dans des villes naissantes jusqu'à prolétaire voire robot sous les développements de vagues de révolutions industrielles pour enfin arriver à celui de salarié permanent gagnant son salaire sur sa productivité et bénéficiant des protections y attachées pour lui et sa famille. Cette humble personne rêva pour elle et surtout pour ses enfants. Dans ce cadre, avec ses améliorations de statuts, elle a vu naître des possibilités de changer de classe pour ses enfants, certes, pas sans difficulté mais des possibilités effectives toutefois. Toutes ces évolutions eurent lieu avec des combats voire des révolutions qui changèrent les régimes politiques. Ils aboutirent à **doter la personne de chacun des droits inaliénables et de responsabilités y attachées faisant identité civile ainsi qu'à la faire participer aux décisions de changement y relatives par un droit de vote individuel selon la modalité « un homme, une voix »**. Ainsi la personne devint citoyenne. Ces évolutions ont eu pour cadre la construction conjointe de l'« **Etat-nation** » soit d'un régime politique où les sujets sont gouvernés par le pouvoir politique monarchique d'abord sous un régime de différence explicites marquées par des classes et puis devenant citoyens par le pouvoir démocratique abolissant les différences explicites faisant identités civiles. Dans ce cadre, **le pouvoir politique en démocratie veille donc à ce que les différences explicites entre les personnes ne fassent pas identité civile**. Avec la crise de l'emploi salarié dans l'union, les différences économiques ont cru entre les personnes de sorte que graduellement l'« Etat-nation » a été mis en cause et cela d'autant plus que sur son espace politique des générations venant des anciennes colonies semblaient connaître plus de difficultés économiques que d'autres comme d'ailleurs les enfants de certaines classes. L'« Etat-nation » semblait avoir insuffisamment tenu compte de différences implicites comme les barrières des classes anciennes, les cultures de certains de même que les possibilités de promotion sociale des classes peu aisées. Cet Etat n'avait pas donné l'attention qui convenait à la naissance de « ghettos sociaux et culturels » sur son espace politique. Cet Etat n'avait pas su créer de la richesse avec ses diversités sociales et culturelles : il n'aurait été qu'un noyau inattentif à ses périphéries : une modalité de centralisme politique (jacobinisme) dépassée.

201. **Communautarisme et régionalisme politique.** Dans le cadre des problèmes de la différence, certains ont pensé réduire les tensions sociales et culturelles en prônant un communautarisme à l'Américaine au sein de l'« Etat-nation », d'autant que l'espace européen s'ouvre et continuera de s'ouvrir, ou en développant un régionalisme politique (le cas de la Belgique, l'Italie ou encore l'Autriche) finissant par transformer l'union en une mosaïque de régions autonomes soit mettant fin à l'« Etat-nation ». Les communautés et les régions seraient alors plus libres de se déterminer comme elles le souhaitent. Seule une minorité continue de penser que l'« Etat-nation » est toujours d'actualité mais sans arriver à le réformer (cf. la situation française). **Le communautarisme à l'Américaine à savoir : un format explicite de l'identité civile via l'attachement à la constitution et la connaissance de l'anglais et un contenu du vécu identitaire via les coutumes et**

usages de la communauté à laquelle l'individu appartient, séduit d'autant plus qu'il y a des populations musulmanes dans l'espace national qui supportent les coups de butoir d'extrémistes religieux prônant la « charia » soit la loi canonique ou religion comme source de loi humaine. Gérer l' « islam » semble alors plus facile avec du communautarisme. Au niveau européen, les mêmes questionnements ont lieu et pour les mêmes raisons : une crise de l'emploi face à une économie américaine glorifiée pour ses créations d'emploi continues lui permettant de rebondir toujours et des inégalités faisant différence soutenue du fait d'une dispersion de la croissance effective et d'une polarisation de la croissance potentielle. Mais dans ce cadre, le communautarisme à l'Américaine n'a pas le même contexte. **Aux E.-U., les valeurs chrétiennes (protestantes et catholiques) font aussi format identitaire, un format implicite mais pas moins fort actuellement. Il en va tout autrement dans l'Union. Les conséquences du communautarisme seraient donc tout autres que dans le cas américain.**

202. **Personne chrétienne.** Parmi ceux que le communautarisme attire, il y a un courant qui veut réduire l'empreinte chrétienne sur l'identité civile. Ce courant est actif au niveau des Nations- Unies là où se rédigent les grandes déclarations des droits pour le village planétaire. En effet, la personnalisation de l'individu est un héritage chrétien : Dieu est personnifié et comme l'homme a été créé à son image, il est personnifié aussi. Jésus est aussi une personne humaine. Les droits reconnus faisant identité civile sont donc ceux de la personne physique, il en est de même en cas de personne morale. Ce courant cherche donc une identité civile ne mettant plus la personne en orbite au prétexte que cette référence n'est pas l'universalisme recherché. Et pourtant, il est celui qui porte la pleine liberté de choix puisque Dieu a donné la liberté à l'homme chez les chrétiens. Dieu n'a pas dit que l'homme pouvait faire tout ce qui n'était pas interdit comme en droit, il lui a donné la liberté de conscience, soit celle d'être selon des choix de principes, deux niveaux (faits, idées et puis principes) plus haut.

203. **Communautarisme et partis politiques.** La montée en importance du communautarisme exerce une influence sur le statut des partis politiques dans l'Union qui, plus qu'aux E.-U., portent encore des marques de classes. Avec le communautarisme, les électeurs se gagnent sur des choix qui font les frontières des communautés aussi en plus des références économiques classiques, emploi et pouvoir d'achat pour les partis dits de gauche, investissement et croissance des entreprises pour ceux dits de droite. Sous certaines conditions, les frontières domineront même les références économiques. Cela fut le cas des dernières élections aux E.-U. dans un cadre où les différences entre Républicains et Démocrates sont plus de type « valeurs » que de type « économie ». Cette situation se retrouve dans tous les pays anglo-saxons mais à des degrés divers. **En fait, avec le communautarisme, les courants d'idées deviennent les concurrents des partis** et la concurrence est d'autant plus aisée que les partis ratissent au centre en délaissant parfois leurs électors historiques que « courtisent » alors des nouveaux partis. L'extrême droite en Europe chasse sur des terres ouvrières (donc de la gauche) et des bastides artisanales voire des îlots de P.M.E. (donc de la droite). L'effondrement du PC en Europe s'explique ainsi : une partie de ses électeurs vote pour le PS, et les autres pour l'extrême droite. En outre, une autre partie choisit d'être plus radicale. Quant aux écolos, leurs forces sont pompées tant par la droite que la gauche à l'instar du centre.

4. Synthèse partielle.

204. **Un retour vers le religieux (ou le spirituel) dont les sectes se marquent partout quoiqu'avec des spécificités marquées par l'histoire et le contenu de l'identité nationale. Dans ce cadre, se révèle une recherche d'universalisme dans le village planétaire. C'est le contexte d'une réflexion sur de nouvelles façons de vivre ensemble. Certains proposent donc d'adopter le communautarisme à l'Américaine dans l'Union européenne.** Mais cela pose alors des problèmes de détermination d'identité civile puisque celle-ci est donnée à la personne nonobstant toute inclusion de cette dernière dans des communautés. Toutefois certains y poussent car ils veulent faire sauter la « personne » envisagée comme un héritage religieux (chrétien) qu'il faudrait abolir au nom d'une ouverture du monde demandant un nouvel universalisme auquel la « personne » ne répondrait pas. **L'union (et les pays membres) ne peut éviter de réfléchir à l'identité civile et à la personne y relative car, sur son espace, un besoin d'universalité identitaire est né du fait des résultats économiques et de la diversité sociale et culturelle que l'on y découvre.** Pousser la créativité individuelle éclairera ce besoin car les valeurs de chacun auront été mieux éclairées. Certes, la Constitution peut y aider mais à condition de la transformer en moyens d'action au service d'une vision européenne, un grand projet faisant battre les cœurs. Quoi qu'il en soit, dans l'avenir, il faudra éviter que les citoyens vivent un sentiment d'abandon en cas de décisions importantes. Or, c'est le cas en ce qui a trait à cette constitution. Nul doute qu'il faille dans le cas de décisions importantes instiller un peu plus de démocratie directe et ce d'autant que la Constitution européenne le permet. La question est alors : « Les pouvoirs politiques sauront-ils admettre cette nécessité ? »

I. Conclusion : L'Union Européenne comme les pouvoirs publics nationaux doit agir pour redonner confiance à ses citoyens. Dans ce cadre, elle ne peut éviter de se pencher sur ce qui fait identité et donc sens global partagé aussi.

205. **Il y a une baisse de confiance des citoyens dans les hommes politiques. Elle marque la fin du XXe siècle et le début du suivant. Les raisons sont multiples. Dans ce cadre, un retour vers le religieux (le spirituel) pour rassembler a lieu. La diversité posant problème d'intégration conduit aussi certains à proposer la généralisation du communautarisme à l'Américaine sur l'espace européen. Cela pose des problèmes d'identité civile puisque cette dernière ne dépend pas d'une inclusion de l'individu dans une communauté. Pour certains, le communautarisme est aussi une façon de faire sauter un verrou chrétien celui d'une personne humaine à l'instar de Dieu recevant cette identité. Il faudrait un autre universalisme pour l'individu en quête d'identité dans un village planétaire ouvert. Cet universalisme mérite vraiment un approfondissement dans l'Union européenne, comme dans les pays membres.**

Chapitre VII : Dans un contexte culturel de hiérarchisation.

A. Vision générale.